

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Jeudi 13 Juillet 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°164 ■

Chronique Eco

**De la Guerre
Comme un
Business**

P 16

PARC AUTOMOBILE

Plus de 7,7 millions de véhicules à fin 2020

Le parc automobile de l'Algérie comptait plus de 7,7 millions de véhicules à la fin de l'année 2020, avec une hausse de plus de 17 % par rapport à 2019. Selon les derniers chiffres de l'ONS, et en examinant les chiffres des immatriculations des véhicules neufs, pour l'année 2020, soit 140.249 véhicules neufs, on note une baisse de 56 % par rapport à l'année 2019.

P 3

DE L'INDÉPENDANCE À
L'ALGÉRIE NOUVELLE

**Un long parcours,
des réalisations et
des succès**

L'histoire si singulière de l'Algérie suscite l'espoir pour de nombreux pays en proie au colonialisme. L'Algérie qui a arraché son indépendance face à une des plus grandes puissances militaires du monde, a joué un rôle prépondérant dans les luttes de libération en Afrique notamment.

P 3

EXPORTATIONS HORS
HYDROCARBURES VERS
L'AFRIQUE

**L'Algérie
ambitieuse
d'atteindre un
milliard de dollars**

En 2023, l'Algérie entend se faire une place sur le marché des exportations africaines. Après une année record de ses exportations de gaz, l'Algérie ambitionne d'inonder les marchés africains, de ses produits. Sucre, huile, dattes, ciment et acier : entre 2019 et 2022, le volume des ventes hors hydrocarbures à l'international a quadruplé. Alger vise désormais les 13 milliards de dollars annuels pour accélérer la diversification de son économie.

P 5

PÉTROLE

**Le Brent s'approche de
80 dollars**

Les prix du pétrole se stabilisaient sans passer le seuil symbolique de 80 dollars le baril pour le Brent, le marché se focalisant sur l'offre réduite avant un indicateur macroéconomique : l'inflation aux Etats-Unis. Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre cédait 0,06% à 79,37 dollars après être monté à 79,75 dollars, un plus haut depuis plus de deux mois.

P 16



Géant
ELECTRONIC

Moi, c'est Géant... www.geant-dz.com | info@geant-dz.com | [geantelectronic](https://www.facebook.com/geantelectronic) أنا، صح جيون

KNATEF OUASSILA, DIRECTRICE GÉNÉRALE DU CYBER PARC SIDI ABDALLAH

«Notre objectif est de former le plus grand nombre d'incubateurs»

Alors que l'intérêt pour la création des startups se décuple chez les nouveaux diplômés et les porteurs de projets, l'activité d'incubation se fait rare. D'où l'importance du rôle de l'Agence nationale de développement des parcs technologiques (ANPT).

« Nous ne trouvons pas une ressource humaine formée dans l'incubation. C'est pour cela que nous essayons de les former dans la création, la gestion des incubateurs, l'accompagnement des porteurs de projet », fait remarquer Knafeff Ouassila, Directrice Générale du Cyber Parc Sidi Abdallah.

Convitée dans l'Invité de la Matinale de la Chaîne II de la Radio Algérienne, la DG du Cyber Parc Sidi Abdallah précise que « notre accompagnement se fait dans le domaine de l'Information et de la Communication (TIC). » Objectif, poursuit Mme Knafeff, former le plus grand nombre d'incubateurs afin de participer au développement du climat entrepreneurial en Algérie.

ELECTRICITÉ

Nouveau pic de consommation pour le 3e jour consécutif

La consommation nationale de l'électricité a enregistré mardi après-midi un nouveau pic, et ce, pour la troisième journée consécutive, a indiqué le porte-parole du groupe Sonelgaz, Khalil Hedna. En effet, un nouveau pic record de puissance électrique appelée sur le réseau de 18.377 mégawatts a été enregistré ce mardi 11 juillet 2023 à 14h19, en raison de la grande vague de chaleur persistante sur l'ensemble du territoire national, selon la même source.

Ce nouveau record de consommation intervient après le pic enregistré hier lundi de 17.905 mégawatts, et celui du dimanche qui avait atteint 17.508 MW.

LUTTE CONTRE LES FEUX DE FORÊT

Le ministère de l'Intérieur appelle à la vigilance

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a rappelé, mercredi, l'importance de la protection du patrimoine forestier et des récoltes contre les feux par la prévention, appelant à la vigilance et à la conjugaison des efforts pour éviter les incendies.

R E.

Dans une circulaire publiée dans le cadre de la sensibilisation aux risques liés à la saison estivale, le ministère a précisé que «la conjugaison des efforts nous évitera les incendies en tout genre cette année», soulignant que la prévention des incendies était «l'affaire de tous».

A ce titre, le ministère a recommandé de s'abstenir d'allumer des barbecues à proximité des espaces forestiers et agricoles, de

ne pas jeter de mégots de cigarettes et de déchets en verre n'importe où, de ne pas brûler les mauvaises herbes en tas, de ne pas allumer de feux d'artifices et d'éviter les travaux en extérieur susceptibles de provoquer des étincelles. Le ministère a également rappelé le numéro vert de la Protection civile (1021).

De son côté, la Direction générale des forêts a «invité à la prudence et à la vigilance, et ce, en évitant tout comportement pouvant entraîner un départ de feu qui menacerait la sécurité et l'intégrité des citoyens et le patrimoine forestier», soulignant que «la protection de la forêt est l'affaire de tous».

Le ministère de l'Intérieur avait lancé, en juin dernier, une campagne de prévention contre les feux de forêt, prévue tout l'été à travers l'ensemble des wilayas du pays, sous la supervision des walis de la République, avec la participation de plusieurs secteurs ministériels, organismes et établissements publics et acteurs de la société civile.

Cette campagne vise à "sensibiliser à l'importance de la préservation du patrimoine forestier contre les risques d'incendies, par l'adoption des bons gestes et le respect des règles de prévention au niveau de ces espaces en vue de préserver l'intégrité des personnes et des biens".

SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Mise en place d'un système de collecte de données "très performant"

La direction générale de la sûreté nationale (DGSN) a mis en place un système de collecte de données "très performant" à l'effet d'améliorer la lutte contre l'insécurité routière, a indiqué mercredi le directeur de la sécurité publique à la DGSN, Ahmed Nait El Hocine.

Il s'agit d'un système développé en interne par les ingénieurs de la DGSN, ce qui permet d'avoir "une visibilité globale sur les détails liés à la survenance des accidents de la route à même de lutter contre ce phénomène, devenu une hécatombe compte tenu du nombre de morts",

a-t-il précisé sur les ondes de la Radio algérienne.

"Ce système automatisé permet aussi de recenser les circonstances de survenance des accidents et offre la possibilité de faire des lectures, des études mais aussi d'adapter nos dispositifs opérationnels par rapport à la réalité du terrain", a-t-il expliqué, relevant que les accidents de la route constituent "une préoccupation majeure et un défi à relever par la DGSN à travers la modernisation de ses moyens de contrôle et de surveillance".

Selon les chiffres avancés par M. Nait El Hocine, "284 morts et 8.707 blessés ont

été déplorés dans 7.259 accidents de la circulation au cours des cinq premiers mois de l'année en cours", faisant état d'"une baisse de 31 décès par rapport à la même période de 2022".

"Toutefois, le constat demeure alarmant, même s'il y a une stabilisation des indicateurs de la sécurité routière pour le nombre d'accidents et de blessés", a-t-il déploré, soulignant que la DGSN "continue de moderniser ses moyens pour lutter contre ce phénomène.

R E.

HYDRAULIQUE-ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Réunion de coordination

Les ministres de l'Hydraulique, Taha Derbal, et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, ont coprésidé, mardi à Alger, une réunion de coordination en vue de renforcer leur action commune en matière de formation et de recherche scientifique pour la modernisation et le développement du service public assuré par le secteur de l'Hydraulique, indique un communiqué du ministère de l'Hydraulique.

La rencontre qui s'est déroulée au siège du ministère de l'Hydraulique, en présence de cadres des deux secteurs, "a porté sur le suivi de la mise en œuvre de la convention-cadre, signée entre les deux secteurs fin 2021, en tant que référence

régissant l'action commune et la coopération dans le domaine de la Recherche scientifique et technologique relative au service public de l'eau en vue d'une meilleure maîtrise des techniques modernes utilisées dans le domaine de l'hydraulique", précise le communiqué.

Les deux ministres ont affirmé, lors de cette réunion, que "la nouvelle donne imposée par le changement climatique, qui a fortement impacté le secteur de l'hydraulique, nous amène aujourd'hui à trouver des solutions alternatives plus durables pour assurer des ressources en eau résilientes au changement climatique et à même de réaliser la sécurité hydrique".

Les ministres ont "salué le

projet scientifique lancé par des universités, l'Agence nationale des ressources hydrauliques (ANRH) et l'Agence nationale de gestion intégrée des ressources en eau (AGIRE), pour le développement d'un algorithme permettant de collecter des données actualisées sur l'eau dans le sud du pays".

Pour ce qui est de l'application de cet algorithme à la nappe phréatique, les deux parties sont convenues de lancer un projet en ce sens dans le cadre du programme national de recherche, ajoute le document. "Un autre projet scientifique a été lancé entre l'université de Sidi Bel Abbas et l'Office national de l'assainissement (ONA), relatif à l'épuration des eaux usées par ozonation",

selon la même source.

Cette technique, très répandue dans les pays développés, permet d'obtenir une eau filtrée et traitée pouvant être utilisée dans d'autres domaines, note le document.

Ce projet scientifique va de pair avec la stratégie ambitieuse du secteur de l'hydraulique relative à l'utilisation des eaux épurées dans les domaines agricole et industriel, selon la même source, qui ajoute qu'il contribuera également à la démarche du secteur pour le développement et la modernisation du service public de l'assainissement en vue de préserver la santé publique et l'environnement.

R E.

Quotidien économique

Les Enjeux Eco

Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine Ibn Ziri Alger

Siège de la rédaction
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Said, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com
ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de Publicité «ANEP» ALGER:

PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur
email: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
Tél. : (021) 71.16.64 - 73.71.28
Fax : (021) 73.95.59
(021) 73.99.19

DE L'INDÉPENDANCE À L'ALGÉRIE NOUVELLE

Un long parcours, des réalisations et des succès

L'histoire si singulière de l'Algérie suscite l'espoir pour de nombreux pays en proie au colonialisme. L'Algérie qui a arraché son indépendance face à une des plus grandes puissances militaires du monde, a joué un rôle prépondérant dans les luttes de libération en Afrique notamment.

Par APS

La lutte de libération a montré à l'Afrique la voie à suivre pour se libérer du colonialisme et de l'apartheid. La lutte contre les dernières colonies a toujours été un des leitmotivs de l'Algérie durant les années 70. La diplomatie algérienne était devenue la voix des pays colonisés dans toutes les réunions internationales. Aujourd'hui, soixante et un ans après son indépendance, l'Algérie continue son combat pour en finir avec les deux derniers dossiers de décolonisation à savoir, le Sahara occidental et la Palestine.

L'édification de l'Etat algérien

Après les années sanglantes de la guerre d'indépendance qui ont mis un terme à la brutale et violente colonisation française, l'Algérie goûte aux bienfaits de l'indépendance. Un vent de fierté, d'espoir et d'optimisme souffle sur le pays qui s'est mis à la construction de son Etat. C'est le temps des grandes espérances avec son lot de grandes réalisations. Création d'une armée nationale populaire, digne héritière de la glorieuse armée de libération nationale, mise en place des bases d'une administration, généralisation de l'éducation nationale, accès gratuit aux soins, système de protection sociale accessible à tous, nationalisation des secteurs stratégiques, politique industrielle et agricole. Le pays, laissé en jachère par l'administration coloniale qui a pratiqué la politique de la terre brûlée, renaît de ces cendres. Vaste opération de réalisation de logements à la faveur des différents programmes spéciaux et plans quinquennaux. En 1962, l'Algérie comptait une université, quelques lycées et quelques salles de soins sans encadrement. Les Algériens avaient pour loge-

ments des gourbis et des bidonvilles. Soixante-et-un ans après, le pays compte plus de 12 millions d'élèves scolarisés, soit le tiers de sa population et plus d'un million et demi d'étudiants répartis dans plus de 100 universités, dont sortent annuellement 250.000 diplômés. L'Algérie de 2023, c'est des dizaines de centres hospitalo-universitaires.

L'accès au logement et le développement humain

La crise du logement relève d'un passé très lointain en Algérie. L'Algérie a donné la priorité à la politique du logement à travers les différents plans de développement. Des projets colossaux de construction de logements ont été entamés et des budgets importants ont été dépensés pour la résolution de la crise du logement d'une part et l'éradication de l'habitat précaire d'autre part.

Le secteur de l'habitat qui est passé, depuis 1962 à nos jours, par plusieurs vagues, est une des grandes fiertés de l'Algérie indépendante.

Aucun pays au monde ne peut rivaliser avec l'Algérie dans sa politique du logement. L'accès au logement pour toutes les couches de la société est l'un des principes fondamentaux de la politique du développement humain en Algérie.

Par le passé, il fallait attendre des années pour bénéficier d'un logement décent, aujourd'hui, les délais sont vraiment raccourcis. Avant, certains pères de familles ont dû attendre jusqu'à un âge assez avancé pour se loger, aujourd'hui des jeunes de moins de trente ans bénéficient d'un logement. Aucun Etat ne peut livrer comme le fait l'Algérie des centaines de milliers de logements par an. C'est inédit ! Et c'est loin d'être fini, l'année 2024 verra la distribution de près d'un million de logements, rien que ça ! S'il fait bon de vivre en Algérie, c'est grâce au caractère social de l'Etat algérien tel que

stipulé dans la déclaration du 1er Novembre 1954.

Un système de protection sociale qui ne laisse personne en rade: des exonérations de taxes pour les salaires les plus bas ainsi que la revalorisation du SNMG et des pensions de retraite. Ajoutée à cela, l'instauration récemment d'une allocation chômage qui n'existe que dans quelques pays occidentaux.

L'Algérie nouvelle

Les messages et les revendications du Hirak sont toutes inscrites dans les 54 engagements électoraux du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Le président Tebboune, brillamment élu, après un scrutin libre, s'est très vite attelé à lancer les bases de quelque chose de nouveau. Une Algérie nouvelle, une Algérie des temps modernes, libre, juste, prospère, qui a sa place dans ce monde nouveau qui se dessine.

Malgré certains "vents contraires" et des résistances au changement, il a réussi à tenir ses engagements.

De la restauration de l'autorité de l'Etat au parachèvement de l'édification institutionnelle, en passant par la moralisation de la vie publique, le président de la République a réussi à "reconnecter" les Algériens avec leur Etat. Désormais, dans cette nouvelle Algérie, le citoyen est au centre des priorités et la protection de son pouvoir d'achat, une bataille constante.

En plus de trois ans, le pays a franchi des étapes importantes dans tous les domaines et avance à pas fermes vers le summum, vers l'émergence. Le pays s'est réellement métamorphosé, l'Algérie nouvelle de Tebboune n'a plus rien à voir avec l'ordre ancien cher aux forces prédatrices.

La diversification de l'économie connaît un coup d'accélérateur à la faveur d'un nouveau code d'investissement qui libère les initiatives et encourage la création de ri-

chesses. Les exportations hors hydrocarbures ont connu un boom extraordinaire depuis 2020. Quant à l'agriculture, une attention particulière est accordée à ce secteur vital en proie à un système bureaucratique qui freine son éclosion. L'Algérie doit impérativement garantir sa sécurité alimentaire, surtout en ces temps de grandes crises mondiales.

Le lancement de méga-projets miniers, sont de véritables projets structurants qui feront entrer l'Algérie dans le top-ten des grands pays miniers.

Pour assurer une sécurité hydrique, à une période où les menaces sur de probables conflits sur l'eau persistent, l'Algérie a pris ses devants en lançant de vastes programmes de stations de dessalement d'eau de mer. Les études pour le lancement du titanique projet ferroviaire reliant le nord à l'extrême sud du pays va contribuer à l'émergence de nouveaux pôles économiques, ce qui assurera à l'Algérie une croissance durable. Le rail est le projet phare du quinquennat.

Pour le président de la République, l'Algérie des années 2030, qui devrait compter près de 60 millions d'habitants, se construit aujourd'hui. Tout est mis en œuvre pour l'émergence de l'Algérie qui frappe à la porte des BRICS et de l'organisation de coopération de Shanghai. L'Algérie nouvelle, adaptée aux temps nouveaux, a marqué son grand retour sur la scène internationale dans le règlement des crises, en véritable messager de la paix, n'a pas fini de surprendre, car le pays va connaître encore dans un proche avenir le lancement de nombreux projets structurants qui vont encore métamorphoser l'Algérie qui a amorcé sa transformation dès 2020.

APS

INVESTISSEMENT ÉTRANGER DIRECT (IED) MONDIAL

En baisse de 12 % en 2022, à 1300 milliards \$

L'investissement étranger direct (IED) mondial a diminué de 12 % en 2022, pour atteindre 1 300 milliards de dollars, indique un rapport sur l'investissement dans le monde 2023 élaboré par le Cnuced. Cette baisse s'explique principalement par la diminution des volumes de flux financiers et de transactions dans les pays développés.

Les tendances de l'investissement réel ont été plus positives, avec une croissance des annonces de nouveaux projets d'investissement dans la plupart des régions et des secteurs. L'IED dans les pays en développement a légèrement augmenté, bien que la croissance se soit concentrée dans quelques grandes économies émergentes. Les flux entrants dans de nombreux petits pays en développement ont stagné et l'IED vers les pays les moins avancés (PMA) a diminué.

Les tendances dans l'industrie ont montré une augmentation du nombre de projets dans les infrastructures et dans les industries qui font face à des pressions de restructuration de la chaîne d'approvisionnement, y compris l'électronique, l'automobile et la machinerie. Trois des cinq plus grands projets d'investissement ont été annoncés dans le secteur des semi-conducteurs, en réponse à la pénurie mondiale de puces électroniques. Le déficit d'investissement dans les ODD s'accroît malgré la croissance de la finance durable.

L'investissement international dans les secteurs d'intérêt pour les objectifs de développement durable (ODD) dans les pays en développement a augmenté en 2022. Toutefois, par rapport à 2015, date à laquelle les ODD ont été adoptés, les progrès sont modestes. Un examen des besoins d'investissement à mi-parcours de l'Agenda 2030 pour le développement durable montre que le déficit d'investissement dans tous les secteurs des ODD est passé de 2 500 milliards de dollars en 2015 à plus de 4 000 milliards de dollars par an aujourd'hui. Les écarts les plus importants concernent l'énergie, l'eau et les infrastructures de transport. Cette augmentation résulte à la fois d'un sous-investissement et de besoins supplémentaires. Le déficit croissant d'investissement dans les ODD dans les pays en développement contraste avec les tendances positives en matière de durabilité sur les marchés de capitaux mondiaux. La valeur du marché de la finance durable a atteint 5 800 milliards de dollars en 2022. Les principales priorités du marché sont d'accroître l'exposition aux pays en développement et de répondre aux préoccupations liées à l'écoblanchiment.

Les investissements internationaux dans les énergies renouvelables ont presque triplé depuis l'adoption de l'Accord de Paris en 2015. Cependant, une grande partie de cette croissance s'est concentrée dans les pays développés.

Plus de 30 pays en développement n'ont pas encore enregistré un seul projet d'investissement international d'envergure dans les énergies renouvelables. Le coût du capital est un obstacle majeur à l'investissement énergétique dans les pays en développement. L'arrivée d'investisseurs internationaux en partenariat avec le secteur public et les institutions financières multilatérales permet de réduire considérablement le coût du capital.

Le soutien à la réduction des risques pour abaisser le coût du capital pour les investissements dans la transition énergétique dans les pays en développement doit être largement étendu.

Davantage d'assistance technique devrait être disponible pour la planification des investissements et la préparation des projets. Les accords internationaux d'investissement doivent faire l'objet d'une réforme accélérée afin d'élargir la marge de manœuvre politique en matière d'action climatique et de renforcer les dispositions relatives à la promotion et à la facilitation.

Le présent rapport propose un pacte d'action pour l'investissement dans l'énergie durable pour tous, assorti de recommandations relatives aux politiques d'investissement nationales et internationales, aux partenariats mondiaux et régionaux, aux mécanismes de financement et à l'implication des marchés de capitaux.

Synthèse S.T.

PARC AUTOMOBILE

Plus de 7,7 millions de véhicules à fin 2020

Le parc automobile de l'Algérie comptait plus de 7,7 millions de véhicules à la fin de l'année 2020, avec une hausse de plus de 17 % par rapport au 31/12/2019. Selon les derniers chiffres de l'ONS, et en examinant les chiffres des immatriculations des véhicules neufs, pour l'année 2020, soit 140.249 véhicules neufs, on note une baisse de 56 % par rapport à l'année 2019.

Cette baisse peut être attribuée à la pandémie de COVID-19 qui a entraîné une fermeture temporaire des usines de montage de voiture ainsi qu'une baisse des importations, indique la même source.

Au cours de l'année 2020, 1 154 476 véhicules ont été immatriculés et réimmatriculés. Cela représente une diminution de plus de 600.000 unités soit -34,81 % par rapport à l'année précédente. La pandémie de COVID-19 a certainement eu un impact sur les transactions de véhicules en Algérie aussi.

Concernant les caractéristiques des nouvelles entrées dans le parc roulant, les chiffres de l'ONS, on note l'immatriculation définitive durant l'année 2020 de 140.249 véhicules neufs. L'essentiel des immatriculations de véhicules neufs a été opéré au cours du deuxième semestre de la même année, soit 115 868 véhicules contre 24 381 au cours du premier

semestre.

La part de la source d'énergie essence est la plus importante, soit 65,35%, par rapport à la source d'énergie gazole qui est de 34,65% qui représente environ le tiers du parc national automobile. Douze wilayates dépassent les 100 000 unités roulant à l'essence et la wilaya d'Alger à elle seule à plus de 1 200 000 unités, contre seulement trois wilayates dépassant les 100.000 unités roulant au gazole, qui sont Alger, Djelfa et Tipaza.

Dans ce cadre, il est à rappeler que le parc de véhicules fonctionnant au gaz de pétrole liquéfié (GPL) atteindra environ 1 million d'unités d'ici fin 2023, a annoncé l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH).

L'opération de conversion des véhicules à essence au GPL lancée depuis quelques années connaît une cadence accélérée et permet désormais de reconfigurer en moyenne 100 000 véhicules chaque année.

Hormis le GPL, l'Algérie promeut aussi l'utilisation des véhicules électriques pour réduire son empreinte carbone. Le gouvernement avait interdit pendant près de 5 ans l'importation de véhicules d'occasion dont le flux entrant chaque année dans le pays contribue à la pollution et entrave la politique de production locale de véhicule que déroule l'exécutif.

Par Sirine R

INDUSTRIE DES VÉHICULES ÉLECTRIQUES

L'innovation peut ralentir la demande de cuivre

Compagnies minières et analystes s'accordent sur le rôle crucial du cuivre dans la réussite de la transition énergétique. Cela entraînera une hausse de sa demande et éventuellement de son prix. Ce dernier facteur peut aussi inciter les industriels à trouver des moyens de réduire l'usage du métal.

Dans la course vers l'optimisation et la réduction des coûts, les constructeurs automobiles devraient utiliser moins de cuivre dans les véhicules électriques à l'avenir. Alors que l'industrie a représenté les deux tiers de la croissance de la demande mondiale du métal rouge en 2022, une récente analyse de CRU Group estime qu'il faudra 51 à 56 kg de cuivre en moyenne par véhicule électrique entre 2023 et 2030, contre 65 à 66 kg dans les précédentes estimations pour la même période.

Le cabinet londonien n'est pas le seul à revoir ses perspectives de demande de cuivre dans cette industrie d'avenir, puisque Goldman Sachs table de son côté sur une consommation moyenne de 65 kg de cuivre par véhicule d'ici 2030, contre 73 kg l'année dernière.

Pour obtenir cette réduction, les constructeurs envisagent des batteries plus compactes, l'utilisation d'une feuille de cuivre moins épaisse, ou encore des batteries avec des tensions plus élevées, nécessitant par conséquent moins de câblage (en cuivre).

En mai dernier, Elon Musk a, par exemple, indiqué que son entreprise Tesla pourrait réduire les besoins en cuivre à un quart des niveaux actuels en passant d'une batterie de 12V à une batterie de 48V. Ainsi, la demande mondiale de cuivre prévue dans l'industrie en 2030 passerait de 3,2 millions de tonnes à 2,8 millions de tonnes, estime Goldman Sachs. La banque modère néanmoins son inquiétude en rappelant qu'une croissance plus forte de l'adoption des véhicules électriques compenserait cette réduction de l'utilisation du cuivre.

Il faut noter que ces prévisions relayées par Reuters interviennent alors que les perspectives actuelles insistent sur des pénuries à venir dans l'approvisionnement mondial de cuivre, en raison de la forte demande dans les industries liées à la transition énergétique, comme les véhicules électriques. Ces perspectives, combinées à la hausse éventuelle des prix du cuivre, constituent autant de raisons pouvant inciter les industriels à trouver des moyens de réduire l'utilisation du métal rouge dans leurs processus de production.

Les nouvelles prévisions peuvent donc être considérées comme un avertissement pour les producteurs de cuivre les plus optimistes. Un avertissement extensible même à tous les autres métaux concernés par la transition énergétique. Qu'il s'agisse de graphite, de lithium ou de terres rares, des politiques de développement de plusieurs pays africains sont basées sur un scénario où l'explosion de la demande de ces métaux, ainsi que la hausse de leurs prix, contribuerait à l'accroissement de la prospérité nationale.

Le risque que les prévisions du marché tardent à se concrétiser (au mieux) ou ne se concrétisent pas aussi bien qu'annoncé doit donc être pris en compte rapidement, afin d'adapter au besoin ces politiques de développement. Un récent rapport disponible sur la plateforme Ecofin Pro et axé sur les conséquences d'un éventuel ralentissement des ventes de véhicules électriques sur les politiques minières de plusieurs pays africains ne manque pas de le souligner.

« Aujourd'hui, les futurs producteurs qui s'activent sur le continent ne peuvent plus négliger la menace, aussi minime soit-elle, et doivent commencer par prendre en compte le risque dans leurs plans sur les projets en cours », recommande l'auteur Louis-Nino Kansoun.

Sur le London Metal Exchange, le prix de référence du cuivre pour livraison dans trois mois a établi un record à 10 845 dollars la tonne en mars 2022. Il a depuis baissé d'un quart, se négociant à 8 372 dollars la tonne le 10 juillet dernier.

Agence

MARCHÉ MONDIAL DES MINÉRAUX CRITIQUES

L'AIE déplore les lents progrès dans la diversification des approvisionnements

Alors que le marché mondial des minéraux critiques a doublé au cours des cinq dernières années, l'Agence internationale de l'énergie déplore de lents progrès dans la diversification des approvisionnements et alerte contre une trop grande concentration de la production en Chine.

Par R. I.

La demande mondiale de minéraux critiques nécessaires à la transition énergétique comme le cobalt, le cuivre, le lithium, le nickel et les éléments des terres rares devrait plus que doubler d'ici 2030, selon un rapport publié le 11 juillet par l'Agence internationale de l'énergie (AIE).

Intitulé « Critical Minerals Market Review 2023 », le rapport précise que la demande de ces minéraux utilisés dans la fabrication des panneaux solaires, des éoliennes ou encore des batteries des véhicules électriques devrait plus que doubler par rapport aux niveaux actuels d'ici la fin de la décennie en cours dans le scénario des engagements annoncés par les gouvernements du monde entier, s'ils sont respectés intégralement et réalisés dans les délais.

Dans le scénario « Zéro émission nette » (Net Zero Emission/NZE), qui prévoit l'atteinte de l'objectif de la neutralité carbone à l'horizon 2050, la demande de minéraux indispensables à la transition énergétique devrait se multiplier par 3,5 d'ici 2030.

Les véhicules électriques et le stockage en batterie sont les principaux moteurs de la croissance prévue de la demande, mais la production d'électricité à faibles émissions et les réseaux électriques y contribuent également de manière importante.

Le rapport révèle également que le

marché mondial des minéraux critiques a déjà doublé au cours des cinq dernières années pour atteindre 320 millions de dollars sous l'effet d'une demande croissante et d'une hausse des prix. Entre 2017 et 2022, la demande mondiale de lithium a plus que triplé. La demande de cobalt a augmenté de 70% tandis que celle de nickel a progressé de 40%.

Le secteur de l'énergie est le principal moteur de cette croissance. En 2022, la part des technologies énergétiques propres dans la demande totale a atteint 56 % pour le lithium, 40 % pour le cobalt et 16 % pour le nickel.

Défis d'approvisionnement

Après avoir atteint des sommets en 2021 et au début 2022 sous l'effet de la reprise post-Covid puis de la guerre en Ukraine, les prix de la plupart de ces matières premières, ont connu une accalmie depuis le second semestre 2022. Ils demeurent cependant largement supérieurs à leurs niveaux habituels.

Dans ce contexte, les investissements dans le développement des minéraux de la transition énergétique ont enregistré un bond 30% durant l'année écoulée, pour s'établir à 40 milliards de dollars, après une hausse de 20% en 2021. Les entreprises spécialisées dans le développement du lithium ont enregistré une augmentation de 50 % de leurs investissements, suivies par celles qui se concentrent sur le cuivre et le nickel.

Alors que la demande et les investisse-

ments augmentent, la sécurité de l'approvisionnement en minéraux critiques demeure une source de préoccupation. L'AIE estime que si les projets prévus sont réalisés, l'offre de minéraux essentiels sera suffisante pour répondre à la demande d'ici 2030. Mais la probabilité de retards dans les projets miniers, en raison de facteurs tels que les problèmes d'autorisation et de financement ou encore de « lacunes technologiques », risque d'aboutir à une offre inférieure à la demande et à une forte envolée des prix. En tout état de cause, des projets supplémentaires seraient nécessaires à partir de 2030.

Notant que l'accessibilité et la rapidité des transitions énergétiques seront fortement influencées par la disponibilité des approvisionnements en minerais et métaux, le rapport alerte d'autre part sur la concentration de l'offre au sein de pays déjà dominants sur ce marché. Bien que les dépenses d'exploration augmentent en Amérique du Nord, en Australie et dans d'autres régions du monde, les entreprises chinoises consolident leur position dominante en ce qui concerne l'accès aux minéraux critiques, après avoir presque doublé leurs dépenses d'investissement en 2022. Près de la moitié des nouveaux projets d'usines de lithium sont situés en Chine et presque 90% des installations de raffinage de nickel en projet sont implantées en Indonésie.

POUR FAVORISER LES PLANS FISCAUX DE L'OCDE

Plusieurs chercheurs sur la justice fiscale dénoncent « les pressions » du FMI

Des économistes de renom critiquent les pressions du FMI sur le Sri Lanka pour abandonner une taxation numérique, privilégiant l'accord fiscal mondial de l'OCDE. Une situation qui parle à de nombreux pays africains, notamment le Nigeria et le Kenya, des critiques de cet accord, eux aussi en difficulté économique.

Des chercheurs de renommée internationale, dont Joseph Stiglitz, co-lauréat du prix Nobel d'économie en 2021, le Français Thomas Piketty et le Burundais d'origine Leonce Ndikumana, ont écrit le 11 juin dernier une lettre dénonçant « des pressions » exercées par le Fonds monétaire international (FMI) pour inciter un pays pauvre d'Asie, le Sri Lanka, à adopter l'accord fiscal mondial actuellement promu par l'OCDE.

« Il est inacceptable qu'un petit pays en détresse comme le Sri Lanka soit poussé à renoncer à son droit souverain d'introduire une politique fiscale, en l'occurrence une taxation numérique, à un moment où elle est plus que nécessaire, surtout avant qu'un accord global ratifié ne prévoie des alternatives. Nous exhortons le FMI à cesser de faire pression sur le Sri Lanka pour qu'il retire sa proposition de taxe

sur les services numériques », peut-on lire dans la lettre.

Depuis mars 2023, le Sri Lanka bénéficie d'un programme de financement de 3 milliards de dollars avec le FMI pour faire face à de nombreux défis de liquidités, y compris une dette extérieure globale qui, à fin 2022, s'élevait à 58,7 milliards de dollars, contre des réserves de change de seulement 1,89 milliard de dollars et des revenus d'exportation qui peinent à dépasser 13 milliards de dollars.

Pour renforcer sa collecte d'impôts, qui reste faible à 11% de son produit intérieur brut (PIB), le pays envisage d'introduire une taxe de 4% sur les transactions de commerce en ligne. Selon des chiffres rapportés par l'ICRICT (Commission indépendante pour la réforme de la fiscalité des entreprises internationales), l'organisation pour laquelle travaillent les chercheurs qui ont écrit au FMI, le pays pourrait percevoir jusqu'à 104 millions de dollars de recettes fiscales, contre 24 millions de dollars pour le plan proposé par l'OCDE.

Cette actualité survient au lendemain de la Conférence de Paris, au cours de laquelle il était question de trouver des moyens de réformer la finance mondiale, dans le sens de ren-

dre viable la dette des pays pauvres et d'améliorer les mécanismes d'aide. Des questions comme une meilleure organisation de la fiscalité internationale ou des investissements directs étrangers ont été moins médiatisées et moins discutées.

Le cas du Sri Lanka pourrait trouver une projection en Afrique subsaharienne, où plusieurs pays font face à des défis similaires. En particulier, le Nigeria et le Kenya ont rejeté l'accord multilatéral de l'OCDE et pourtant doivent faire face à des déficits budgétaires extérieurs, un rythme d'augmentation des prix qui continue de s'accroître et pourraient nécessiter de collaborer avec le FMI.

Dans le même temps, les pays africains à travers leur groupe représenté aux Nations unies continuent de plaider pour un système fiscal international qui soit discuté et organisé au sein des instances paritaires et non des organisations comme l'OCDE, qui est mandatée par les pays les plus riches de la planète et qui, pour beaucoup, ne respecte pas toujours les engagements pris en matière de soutien au développement.

EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES VERS L'AFRIQUE

L'Algérie ambitionne d'atteindre un milliard de dollars

En 2023, l'Algérie entend se faire une place sur le marché des exportations africaines. Après une année record de ses exportations de gaz, l'Algérie ambitionne d'inonder les marchés africains, de ses produits. Sucre, huile, dattes, ciment et acier : entre 2019 et 2022, le volume des ventes hors hydrocarbures à l'international a quadruplé. Alger vise désormais les 13 milliards de dollars annuels pour accélérer la diversification de son économie.

Par Réda Hadi

Tous les économistes algériens disent que notre pays a choisi la bonne voie, et que surtout, il s'est donné les moyens tant juridiques, environnement économique et d'infrastructures. Tout est mis en place et rien ne peut empêcher la réussite. Le point d'orgue de cette politique est la création du Conseil supérieur des exportateurs, qui, pour les présidents d'organisations patronales, il usera « d'un grand apport » à l'économie algérienne et encouragera davantage les entreprises à se tourner vers l'exportation. A ce sujet, le sous-directeur auprès du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, chargé du Suivi et de la Promotion des exportations, interrogé par des confrères,

a mis en avant l'ambition de l'Algérie de devenir le premier exportateur en Afrique. Celui-ci a souligné que l'Algérie compte doubler le volume de ses exportations vers le continent africain. Alors qu'elles ne sont actuellement que 600 millions de dollars, dont la moitié est vers l'Afrique de l'Ouest, l'objectif est de dépasser le milliard de dollars, a-t-il affirmé. Pour ce faire, des négociations très avancées sont en cours avec des entreprises internationales de manière à mener la première expédition de produits aux normes internationales avant la fin de 2023. Ce qui permettra, à l'Algérie de se transformer en une plate-forme mondiale. Saluant la décision du président de la République Abdelmadjid Tebboune de créer le Conseil supérieur des exportateurs, il a déclaré que cette mesure répondra aux préoccupations des exportateurs et des ambassadeurs

de l'économie algérienne. Sur un autre registre, il a souligné que les exportations de produits de construction ont atteint le milliard de dollars. A ce sujet, il a évoqué les efforts visant à élargir la promotion des produits algériens, en mettant l'accent sur l'orientation de l'Algérie vers l'Afrique, en particulier les pays d'Afrique de l'Ouest, avec un accent sur les pays voisins, ainsi que les efforts pour établir des expositions permanentes en Mauritanie, au Sénégal et en Côte d'Ivoire. Le responsable au ministère du Commerce a révélé l'organisation d'une exposition permanente à Nouakchott avant septembre prochain. D'autant que l'achèvement de la route Tindouf-Zouérat offrira de formidables opportunités sur l'axe Alger-Mauritanie et Afrique de l'Ouest. Selon Abdellatif El Houaria, la planification et la prospective vont au-delà de l'année 2024.

1ÈRE ÉDITION DE LA MÉDAILLE D'HONNEUR DE L'EXPORTATION

Des entreprises algériennes placent haut la barre de leurs ambitions en matière d'exportation

Des entreprises algériennes exportatrices, distinguées mardi à Alger lors de la 1ère édition de la "Médaille d'honneur de l'exportation", ont levé très haut la barre de leurs ambitions en termes d'exportations d'ici à 2029 après avoir réalisé des résultats positifs en la matière durant la période allant de 2020-2022. Des exposés sur les réalisations et les ambitions de 14 entreprises distinguées ont été présentés lors d'une cérémonie présidée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au Centre international des conférences "Abdelatif Rahal", en présence de hauts responsables de l'Etat, de membres du Gouvernement, de représentants d'associations professionnelles et de responsables d'entreprises publiques et privées. Selon les données présentées, la société de distribution des matériaux de construction "SODISMAC" (filiale du Groupe GICA) employant 12.170 travailleurs, a pu exporter son ciment pour une valeur de près de 182 millions USD entre 2020 et 2022 vers 23 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Elle ambitionne d'accroître ses exportations à 300 millions USD d'ici à 2029. De son côté, la société des mines de phosphate "SOMIPHOS" relevant du Groupe Manadjim El Djazair (MANAL) a porté ses exportations à plus de 350 millions USD dans la période 2020-2022. L'entreprise employant 2.078 travailleurs ambitionne d'exporter plus de 269 millions USD à l'horizon 2029. La société "ELSEWEDY CABLES ALGERIA" s'emploie, pour sa part, à atteindre 175 millions USD d'exportations d'ici à 2029, après avoir réalisé un chiffre d'affaires en matière d'exportations s'élevant à plus de 29 millions USD dans la période 2020-2022, et ce vers 17 pays de différents continents. Pour sa part, la société "Yassir" a réalisé des exportations de 18,7 millions USD durant la période 2020-2022, et vise d'atteindre les 150 millions USD d'exportations en 2029. La société Saterex-Iris a réussi à dépasser les 45 millions USD d'exportations, constituées principalement d'appareils électroniques, électroménagers et pneumatiques, vers 28 pays, visant à atteindre 146 millions USD d'exportations en 2029. Quant à la société méditerranéenne du verre flotté "M.F.G" (filiale de Cevital), elle a exporté entre 2020 et 2022, 137 millions USD vers 35 pays au Moyen Orient, en Europe et en Amérique Latine. La société qui emploie 970 personnes ambitionne de lever la cadence de ses exportations au futur pour atteindre 130 millions USD en 2029.

Selon ce que l'APS a appris auprès des responsables de la société, des discussions sont en cours avec le fabricant de véhicules "Stellantis", pour discuter de la sous-traitance pour la fabrication de vitres de voitures pour le compte de "Fiat" et ce dans le cadre de son projet en Algérie. La Société "Faderco" a fixé l'objectif d'atteindre 110 millions USD d'exportations en 2029, après que ses exportations ont atteint plus de 63 millions USD entre 2020 et 2022, vers 23 pays en Europe, en Asie et en Afrique. Le chiffre d'affaires des exportations de la société "Condor" des appareils électroniques et de l'électroménagers a atteint 28,5 millions USD entre 2020 et 2022, en exportant ses produits vers 15 pays, ayant pour objectif d'atteindre 70 millions USD d'exportations à l'horizon de 2029. Par ailleurs, le volume des exportations de la société Boublenza, spécialisée dans le caroube et ses dérivés, s'élève à 47,6 millions de dollars entre 2020 et 2022, en destination de 25 pays d'Asie, d'Afrique et d'Europe, en se fixant pour objectif d'atteindre 50 millions de dollars d'ici à 2029. Quant à la société des industries médico-chirurgicales (IMC) spécialisée dans la fabrication des équipements médicaux et hospitaliers, elle a exporté entre 2020 et 2022 pour plus de 5 millions de dollars d'ici 2029. Par ailleurs, le volume des exportations de la société Biodattes-Algérie avoisinent 5 millions de dollars entre 2020 et 2022, en se fixant pour objectif d'atteindre 16 millions de dollars en 2029. La société Kiared, spécialisée dans la production d'huile d'olive, aspire à atteindre 5,1 millions de dollars d'ici 2029. La société Expo Cuir a effectué entre 2020 et 2022 des exportations de cuir pour une valeur de 450.000 dollars vers plusieurs pays tels que la Turquie, l'Italie, l'Allemagne et l'Inde et aspire à augmenter ses exportations à 600.000 dollars d'ici à 2029. La société "Tasdir" relevant de la Société algérienne des foires et exportations (Safex) a été distinguée par le président de la République en tant que société d'accompagnement des exportateurs algériens.

R.E.

CONSEIL SUPÉRIEUR DES EXPORTATEURS

Un grand apport à l'économie algérienne

Les présidents d'organisations patronales ont estimé, mardi à Alger, dans des déclarations à l'APS, que la création du Conseil supérieur des exportateurs sera "d'un grand apport" à l'économie algérienne et encouragera davantage les entreprises à se tourner vers l'exportation. Dans ce cadre, le président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula, a indiqué que la création du Conseil supérieur des exportateurs, annoncé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune à l'occasion de la 1ère édition de la Médaille d'honneur de l'exportation "placera l'exportation en bonne position". Ce Conseil sera un espace pour l'échange de vues et d'expériences en matière d'exportation, ce qui sera d'un "grand apport à l'économie algérienne et aux exportations", a-t-il estimé. Pour sa part, la présidente de la Confédération générale des en-

treprises algériennes (CGEA), Saida Neghza, a salué la décision du président de la République de créer le Conseil supérieur des exportateurs, "une excellente initiative pour encourager les exportateurs et motiver les producteurs à s'orienter vers l'exportation". Au cours de ces deux dernières années, l'exportation a connu une dynamique portée non seulement par les grandes entreprises, mais aussi par des petites et moyennes entreprises, a-t-elle fait observer, soulignant que la médaille d'honneur de l'exportation vient apporter "un appui moral de plus aux opérateurs économiques". Le président de l'Association nationale des exportateurs algériens, Tarek Boulmerka a affirmé, quant à lui, que la création du Conseil supérieur des exportateurs est "un excellent indicateur pour les exportateurs" et devra inciter les opérateurs à

s'orienter vers l'exportation.

La création de ce Conseil s'ajoute aux mesures visant à encourager les exportations hors hydrocarbures, dont la création d'espaces d'exposition permanents pour les produits algériens dans plusieurs pays africains, et l'ouverture de banques en Mauritanie, au Sénégal et en France. Organisée au Centre international de conférences (CIC) Abdelatif-Rahal à Alger sous le thème "Engagement, réalisations et perspectives", la première édition de la médaille d'honneur de l'exportation a vu la distinction de 13 sociétés activant dans divers domaines et la société "Tasdir" relevant de la SAFEX en tant que meilleure instance d'accompagnement des exportateurs.

R.E.

LE MINISTRE DU COMMERCE L'A DÉCLARÉ :

«Le rêve de sortie de la dépendance aux hydrocarbures commence à se réaliser»

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni a affirmé, mardi à Alger, que le "rêve" de l'Algérie de voir son économie sortir de la dépendance aux hydrocarbures commençait à se réaliser, après avoir été, plusieurs années durant, un objectif "prisonnier des idées et des programmes". Dans son allocution à la cérémonie d'ouverture de la 1ère édition de "la Médaille d'honneur de l'exportation" organisée au Centre international de conférences (CIC) Abdelatif-Rahal, présidée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, M. Zitouni a affirmé: "Le rêve commence à se réaliser, nous sommes convaincus que le processus est engagé en vue de promouvoir et d'élever notre pays au rang des Etats développés à travers une action participative associant tous les acteurs sur le terrain".

Le ministre a souligné que l'organisation de cette cérémonie, sous le haut patronage du président de la République, "témoigne de l'importance majeure qu'accorde le Président Tebboune à la question des exportations hors hydrocarbures" et "son attachement à soutenir les opérateurs économiques créateurs de richesses notamment les exportateurs qui sont les ambassadeurs de notre économie à l'étranger".

Pour M. Zitouni, les résultats réalisés durant ces dernières années en termes d'exportations hors hydrocarbures interviennent suite à la restructuration des systèmes incitatifs et leur orientation vers les secteurs prioritaires. "Comme la liberté, le développement ne se donne pas, mais se conquiert", a affirmé le ministre, soulignant que le développement et le progrès des Etats ne sauraient se réaliser sans la diversification de l'économie nationale et l'affranchissement de la dépendance aux hydrocarbures, et ce en vue d'"asseoir des bases solides pour réaliser l'indépendance économique à même de consolider la souveraineté, sous tous ses aspects". Après avoir indiqué que le Président de la République a veillé à ce que l'organisation de cet événement coïncide avec les festivités célébrant la fête de l'indépendance et de la jeunesse pour être "une autre cérémonie qui s'ajoute à notre glorieuse histoire, célébrant nos premiers pas vers l'indépendance économique de l'Algérie", le ministre a estimé que la 1ère édition de la Médaille d'honneur de l'exportation amorce "l'ère de l'Algérie économiquement indépendante".

KHENCHELA

Pose de la première pierre d'un entrepôt stratégique pour stockage de céréales

La première pierre d'un entrepôt stratégique de stockage de céréales, d'une capacité d'un (1) million de quintaux, a été posée dans la wilaya de Khenchela. Le wali, accompagné du directeur de wilaya des services agricoles (DSA), Saïd Tamen, a présidé la cérémonie de pose de la première pierre dans le cadre de la célébration du 61^{ème} anniversaire de l'indépendance, placé, cette année, sous le slogan « L'Algérie des victoires acquises et réalisations ». Ce dock-silo stratégique d'un (1) million de quintaux participe à la concrétisation de la stratégie nationale visant à accroître la capacité de stockage de céréales et à consolider la sécurité alimentaire. Selon les explications fournies par le directeur de la Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS), Zakaria Hazil, cet entrepôt destiné à la collecte de différents types de céréales, sera construit sur une superficie de 5 hectares dans la commune de Baghaï. Le même responsable a précisé que le choix du terrain d'assiette de ce projet a tenu compte de la proximité du réseau routier, en particulier la route nationale n 32, et de la future ligne de chemin de fer Khenchela-Aïn Beïda (Oum El Bouaghi). M. Hazil a annoncé, par ailleurs, que les travaux de réalisation d'entrepôts de proximité couvrant, chacun, une superficie de 2,5 hectares pour une capacité de stockage totale de 1000.000 quintaux, seront bientôt lancés dans les communes de Metoussa, Rmila, Aïn Touila, N'sigha, Tamza Insigna, Tamza, Babar et Ouled Rechache. Le directeur de la CCLS a ajouté que les travaux de construction d'un entrepôt stratégique et de trois autres silos de proximité pouvant emmagasiner, chacun, 60.000 quintaux de céréales, ont récemment été lancés dans la zone saharienne des Nememcha (à l'extrême-sud de la wilaya), plus exactement dans les périmètres agricoles de Goudjil, de Meïta et de Takarat. Ces équipements de collecte et de stockage, qui s'ajoutent aux silos de proximité devant être bientôt opérationnels dans la région nord, pour une capacité de stockage totale de 100.000 quintaux, porteront le volume de stockage (actuellement de l'ordre de 560.000 quintaux) à 1,840 million de quintaux à l'échelle de la wilaya de Khenchela. Le wali, Youcef Mahiout, a indiqué, pour sa part, dans une déclaration à la presse, que « ce projet (le dock-silo stratégique d'un (1) million de quintaux), qui représente un acquis précieux, permettra d'accroître notamment les capacités de stockage de céréales, en exécution de la politique de l'Etat visant à assurer la sécurité alimentaire ». Le chef de l'exécutif local a souligné que la réalisation de cet important projet bénéficiera d'un suivi rigoureux et d'une attention particulière eu égard à sa dimension stratégique.

MILA

Mémorandum d'entente entre le centre universitaire Abdelhafid Boussouf et l'université jordanienne

Un mémorandum d'entente a été signé entre le Centre universitaire Abdelhafid Boussouf de Mila et l'université de Jordanie, a indiqué lundi le directeur du centre universitaire de Mila, Pr Amirouche Bouchelaghem. Ce mémorandum s'inscrit dans le cadre de la stratégie du secteur de l'enseignement supérieur et la recherche scientifique d'ouverture sur l'environnement international dans le but de développer la coopération académique entre les deux institutions universitaires surtout que l'université de Jordanie est classée parmi les 500 meilleures universités au monde selon le clas-

sement mondial QS, a précisé à l'APS le même responsable. En vertu de ce mémorandum signé fin juin passé au siège de l'université de Jordanie, il sera procédé au développement du partenariat dans les activités académiques diverses, à des échanges entre les corps enseignants et chercheurs des deux institutions, et à des recherches scientifiques, a indiqué le même responsable. Le travail entre les deux institutions s'élargira pour inclure des projets communs de recherche, l'organisation de cours, conférences et congrès en commun et

l'échange des publications, revues et travaux de recherche, selon la même source. Cet accord sert les intérêts des deux institutions universitaires et ouvrira des perspectives plus larges pour l'enseignement supérieur et la recherche scientifique, a encore estimé le directeur du centre universitaire Abdelhafid Boussouf. Ce centre a signé des conventions de coopération et de partenariat avec plusieurs établissements étrangers dont l'université de Varna de Bulgarie et l'université nouvelle de Lisbonne du Portugal, et a reçu des délégations scientifiques de ces universités, note-t-on.

INCUBATEUR DE L'UNIVERSITÉ MOULOUD MAMMERI

86 projets de start-up déposés

Quatre-vingt-six (86) projets de start-up ont été déposés par des étudiants de l'université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou (UMMTO) au niveau de l'incubateur de ce même établissement de l'enseignement supérieur, a-t-on appris, lundi, auprès de cette institution.

Rencontré en marge du Salon national des activités scientifiques de jeunes et des start-up, qui s'est ouvert dimanche au Centre de loisirs scientifiques (CLS) de Tizi-Ouzou, le doyen de la faculté des sciences économiques, commerciales et sciences de gestion, Mokrane Ali, a indiqué que l'incubateur de l'UMMTO héberge actuellement 86 projets de start-up touchant à divers domaines. Ces projets, a-t-il ajouté se caractérisent par leur diversité, puisque touchant à différents domaines dont le commerce électronique, l'E-santé, la technologie, la biologie », relevant qu'il s'agit d'idées de start-up « assez intéressantes ». Sur ces 86 projets, 12 demandes de label « projet innovant », « Start-up » ou « Incubateur », ont été déposés auprès des services compétents, a ajouté le doyen qui a rappelé que l'objectif étant que ces 12 projets soient labellisés afin qu'ils puissent bénéficier d'un financement et d'un accompagnement, notamment ». À cela s'ajoutent l'introduction de 11 demandes de brevets, visant à protéger les idées des incubés, a-t-il fait savoir. En outre, Mokrane Ali a signalé que « cette année et



pour la première fois à l'UMMTO, 13 étudiants ont soutenu leurs mémoires de Master pour l'obtention d'un diplôme de start-up. « J'espère qu'après ces soutenance, les jeunes diplômés vont bénéficier d'un accompagnement pour concrétiser leurs idées », a-t-il ajouté. Le doyen de la faculté des sciences économiques, a relevé l'existence d'un vivier « très important » de porteurs de projets de start-up et d'idées innovantes, ainsi que d'un engouement de la part des étu-

dants à la création de start-up. Aussi et vu cet « engouement », le nombre de projets qui seront déposés au niveau de l'incubateur « sera doublé, voir même triplé l'année prochaine », a-t-il prévu. « L'avenir de l'innovation est chez les jeunes », a assuré le responsable, qui a indiqué, à propos de sa présence au Salon des activités scientifiques de jeunes et des start-up, que l'un des objectifs de la feuille de route de l'université de Tizi-Ouzou est de créer des passerelles avec le monde de l'en-

treprise et les différents partenaires économiques et sociaux pour une meilleure ouverture de l'université sur son environnement. Ce Salon de trois jours, organisé par la DJS et la ligue de wilaya des activités scientifiques et techniques de jeunes, réunit une centaine de jeunes porteurs d'idées innovantes et gérants de start-up, issus d'une trentaine de wilayas, ainsi que plus d'une vingtaine de chercheurs, professeurs d'université et opérateurs économiques.

ECOLE NATIONALE POLYTECHNIQUE D'ORAN

Soutenances de 25 thèses dans le cadre de la décision ministérielle 12-75

L'école nationale polytechnique « Maurice Audin » d'Oran a lancé, samedi, la soutenance de 25 thèses de fin d'études d'étudiants ingénieurs, au titre de l'année universitaire 2022-2023, en application de la décision ministérielle 12-75 fixant les modalités et dispositions de mise en place du projet de thèse de fin d'études dans le cadre du mécanisme « diplôme- startup/diplôme-brevet d'invention ». Ainsi, 25 thèses de fin d'études de 50 étudiants ingénieurs seront soutenues, portant sur des projets qui permettent à leurs concepteurs de créer des startups ou inscrire des brevets d'invention de leurs projets innovants, a souligné le responsable de l'incubateur des affaires de cet établissement universitaire, Amel Mebarki, en marge de la cérémonie de lancement de la soutenance de ces thèses. Ces projets comportent plusieurs idées innovantes, selon l'intervenante, qui a mis l'accent sur dépôt, dernièrement, de 16 projets de brevets d'invention auprès de l'Institut national algérien de la propriété industrielle d'Oran, sachant que le label de projet

innovant a été octroyé à un seul projet et l'opération d'inscription d'autres projets se poursuit. Cette démarche vise à protéger les idées innovantes des étudiants et de leurs encadreurs au sein du projet de mémoire de fin d'études et concrétiser leurs projets en créant leurs propres startups et projets innovants. Plusieurs sujets seront abordés, tels que la réalisation d'une main artificielle pratique et esthétique à la fois (étudiants du Département de génie mécanique) au profit des personnes dont les membres supérieurs ont été amputés, en plus d'un projet au profit de personnes souffrant de paralysie des membres, avec l'utilisation de la gestion du regard par l'intelligence artificielle. La même intervenante a ajouté que ce qui a marqué cette année c'est « la présence distinguée des opérateurs économiques, qui ont accompagné les étudiants tout au long de leur parcours innovant, cette année, en encadrant et en fournissant les moyens pour réaliser leurs idées, en plus de participer dans les débats des thèses ». Le Directeur de l'Ecole nationale polytechnique par intérim, chargé des affaires admi-

nistratives, Ayad Kada, a déclaré, pour sa part, que « le lancement des premiers débats de projets de fin d'études, en vue de l'obtention d'un brevet d'ingénieur d'Etat, cette année, a un caractère particulier, celui d'encourager l'esprit d'entreprise et d'innovation dans tous les domaines d'études, énoncé dans la résolution 12-75 ». En marge de la cérémonie, à laquelle ont participé des professeurs et des administrateurs de l'université et de l'environnement économique, une exposition de prototypes des différents projets innovants, qui ont été réalisés dans le cadre de la même décision ministérielle, a été organisée, où les élèves-ingénieurs ont présenté les inventions qu'ils ont concrétisées. A cette occasion, des projets ont été présentés, notamment une imprimante 3D à deux têtes et une machine de fabrication de filaments pour imprimantes 3D par écoulement de matières liquides (notamment des matières plastiques) et autres, ce dernier projet pouvant obtenir un brevet d'invention.

MARCHÉS MONDIAUX DES CÉRÉALES

Principaux éléments des projections de la FAO et l'OCDE

Partie 2

Ce chapitre, du rapport de la FAO et l'OCDE, décrit l'évolution des marchés et les projections à moyen terme relatives aux marchés mondiaux des céréales sur la période 2023-32. Les projections couvrent la consommation, la production, les échanges et le prix du maïs, du riz, du blé et d'autres céréales secondaires. Ce chapitre s'achève par un examen des principaux risques et incertitudes susceptibles d'avoir une incidence sur les marchés mondiaux des céréales au cours de la prochaine décennie.

Cet accroissement résulte principalement d'une hausse des revenus qui se traduit par une augmentation de la demande d'aliments pour animaux. Cette dernière, qui représente la majeure partie de la consommation totale, passera de 57 % au cours de la période de référence à 59 % approximativement en 2032. Cinquante-deux pourcent de la hausse de la consommation en alimentation animale sera attribuable aux pays asiatiques (dont plus de la moitié à la Chine), en raison de l'essor rapide des secteurs de l'élevage et de la volaille. Au niveau mondial, la demande d'aliments pour animaux devrait croître de 110 Mt, principalement en Chine, aux États-Unis, au Brésil, en Indonésie, en Argentine, en Inde, au Viet Nam et en Égypte pour s'établir à 794 Mt.

En Asie du Sud-Est, la consommation évoluera à la hausse en raison de l'expansion rapide du secteur de la volaille. L'utilisation du maïs pour l'alimentation humaine devrait augmenter principalement en Afrique subsaharienne, où la croissance de population est forte. Le maïs blanc restera un aliment de base important, représentant environ un quart de l'apport calorique total. La consommation de maïs pour l'alimentation humaine dans les pays africains devrait enregistrer une hausse de 2.7 % par an approximativement. À l'échelle mondiale, l'utilisation de maïs pour la production de biocarburants devrait progresser bien plus lentement qu'au cours des vingt dernières années, les marchés nationaux de l'éthanol des principaux producteurs étant limités par les mesures relatives aux biocarburants. Ensemble, le Brésil et les États-Unis représentent plus de 80 % de cette hausse. L'utilisation mondiale des autres céréales secondaires (sorgho, orge, millet, seigle et avoine) devrait augmenter de près de 23 Mt – soit 0.8 % par an – au cours des dix ans à venir, contre 0.2 % par an lors de la précédente décennie, tirée par un surcroît d'utilisation dans les pays africains et asiatiques, tandis que la consommation devrait rester stable dans les pays à revenu élevé. La part de l'alimentation humaine dans la consommation totale devrait passer de quelque 26 % au cours de la période de référence à 29 % en 2032. Dans les pays d'Afrique subsaharienne, et notamment en Éthiopie, le millet représente une source essentielle de nourriture du fait de sa résistance aux sécheresses et aux conditions climatiques variées de la région. Le riz est principalement destiné à la consommation humaine et représente l'un des principaux aliments de base en Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes, et de plus en plus, en Afrique. La consommation mondiale de riz devrait s'accroître de 1.1 % par an, contre 0.9 % durant la décennie précédente, les pays asiatiques représentant 66 % de la hausse prévue, du fait de l'augmentation de la population plus que de celle de la

consommation par habitant. Dans les différentes régions, seule l'Afrique devrait afficher des hausses significatives de la consommation de riz par habitant. Au niveau mondial, la consommation moyenne de riz par habitant devrait augmenter de 0.9 kg pour atteindre 53 kg par an approximativement.

Production

L'amélioration des technologies et des pratiques culturales soutient la croissance des rendements et de la production. La superficie mondiale récoltée en céréales devrait augmenter de 14.6 Mha (2 %) d'ici 2032. Elle progressera principalement dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes pour gagner environ 5 Mha, notamment en Argentine et au Brésil. À l'échelle planétaire, les superficies de blé, de maïs et de riz devraient augmenter respectivement de 1 %, 5 % et 1 %, alors que celles des autres céréales secondaires devraient stagner. La baisse des superficies récoltées en riz en Chine, au Japon, et au Brésil sera compensée par des augmentations en Inde, en Thaïlande et dans les pays africains. Par rapport à la décennie précédente, la disponibilité des terres sera restreinte à l'avenir, étant donné que de nombreux gouvernements imposent des contraintes à la conversion de forêts ou de prairies en terres arables et que l'urbanisation se poursuit. Ainsi, la production mondiale devrait augmenter en grande partie sous l'effet de l'intensification. Cette augmentation des rendements découle de l'amélioration de la technologie et des pratiques culturales, notamment dans les pays à revenu intermédiaire, devrait contribuer à l'accroissement de la production de céréales à l'avenir. Les rendements mondiaux devraient augmenter de près de 8 % pour le blé et les autres céréales secondaires, de 9 % pour le maïs et de 10% pour le riz. La production mondiale de blé devrait progresser de 76 Mt pour s'établir à 855 Mt d'ici à 2032, dont 40 Mt seront le fait de l'Asie (Graphique 3.1), un rythme de croissance plus lent que celui de la décennie précédente. L'Inde, troisième producteur mondial de blé, devrait fournir la plus grande partie du blé supplémentaire, représentant plus d'un quart de la hausse de la production mondiale, grâce à l'amélioration des rendements et à l'extension des superficies cultivées découlant des politiques nationales mises en œuvre pour améliorer l'autosuffisance du pays en blé. Des hausses notables de la production seront également enregistrées en Russie, au Canada, en Argentine et au Pakistan. L'Union européenne devrait devenir le premier producteur de blé en 2032, supplantant la Chine, où la production de blé réagit à la baisse de la demande liée à la croissance démographique négative. La production mondiale de maïs devrait croître de 165 Mt pour s'établir à 1.36 Gt en 2032, les hausses les plus fortes étant observées aux États-Unis et en Chine,

suivis par le Brésil, l'Argentine et l'Inde. Au Brésil, l'augmentation de la production sera essentiellement induite par la hausse de la production de maïs de seconde récolte après la récolte du soja. Aux États-Unis, le taux de croissance de la production devrait s'établir au-dessous de la moyenne mondiale de 1.2 % par an, à 0.6 % par an sur les dix prochaines années. En Afrique subsaharienne, l'accroissement de 24 Mt de la production totale de maïs devrait être dû en grande partie au maïs blanc. La hausse de la production de maïs devrait s'expliquer principalement par l'amélioration des rendements. En Chine, la production de maïs a diminué entre 2015 et 2018 en raison des nouvelles mesures prises par les pouvoirs publics en 2016 qui ont supprimé le dispositif de soutien des prix pour mettre fin à l'accumulation des stocks. Ces mécanismes ont été remplacés par des politiques d'achat obéissant à la logique du marché associées à des subventions directes aux producteurs. En 2015, le ratio stocks/consommation du maïs était de près de 80 % d'après les estimations. Il est tombé à environ 52 % ces trois dernières années, un chiffre très proche du ratio estimé pour la période 2007-09 avant le début de l'accumulation des stocks. Ces chiffres indiquent que les stocks temporaires étaient épuisés en 2019. Le ratio stocks/consommation devrait s'élever à environ 50 % durant la période de projection. À mesure que les agriculteurs chinois s'adapteront à la nouvelle politique, la production de maïs devrait gagner en compétitivité. En effet, la Chine devrait contribuer pour près d'un quart à l'augmentation de la production mondiale de maïs. La production mondiale d'autres céréales secondaires devrait atteindre 330 Mt d'ici à 2032, en hausse de 23 Mt par rapport à la période de référence. Les pays africains contribueront également pour près de 75 % à cette augmentation. L'Afrique, qui connaît l'augmentation de population la plus rapide, s'appuie sur d'autres céréales telles que le millet et le sorgho, principalement destinées à la consommation humaine. À l'échelle des pays, l'Éthiopie, l'Inde, le Nigéria et l'Argentine seront les principaux contributeurs à la croissance de la production mondiale. Au sein de l'Union européenne, la production diminuera par rapport à la période de référence, qui inclut la récolte record de 2020, en raison du ralentissement de la progression de la demande d'aliments pour animaux. La production mondiale de riz devrait croître de 55 Mt pour se porter à 577 Mt en 2032. L'amélioration des rendements devrait alimenter cette croissance. L'augmentation de la production des pays asiatiques, qui représentent la majeure partie de la production mondiale de riz, devrait être vigoureuse. La progression la plus importante devrait avoir lieu en Inde, suivie par les pays d'Asie les moins avancés, le Viet Nam, la Thaïlande et la Chine. L'Inde restera un important pro-

ducteur de riz Indica et de riz Basmati. La Chine, classée au premier rang mondial de la production de riz, devrait accroître sa production à un rythme similaire à celui des dix dernières années. Comme pour la plupart des grands producteurs de riz, les gains de production prévus en Chine devraient découler d'une amélioration des rendements, les actions visant à cesser toute culture sur les terres les moins productives étant supposés se poursuivre dans le cadre de l'objectif général d'amélioration de la qualité de du riz produit. Dans les pays à revenu élevé tels que la Corée et le Japon, la production devrait rester orientée à la baisse. Si, au sein de l'Union européenne, la production affichera un niveau proche de celui de la période de référence, aux États-Unis et en Australie, elle progressera respectivement de 0.7 % et 1.7 % approximativement.

Échanges

Les échanges de céréales resteront dynamiques, mais la part des pays évoluera. Les échanges de céréales représentent quelque 17 % de la consommation mondiale, qui devrait se maintenir jusqu'en 2032. Les Amériques et l'Europe fournissent traditionnellement des céréales à l'Asie et à l'Afrique, où l'augmentation de la demande de céréales destinées à la consommation humaine et animale, qui découle de la croissance démographique et du développement du secteur de l'élevage, est plus rapide que celle de la production intérieure. Cette dynamique devrait se maintenir au cours des dix prochaines années et les exportations de céréales devraient augmenter de 11 % par rapport à la période de référence d'ici à 2032. Le Graphique 3.5 illustre l'importance des échanges de céréales par rapport à la production et à la consommation. Les échanges nets de céréales sont faibles pour l'Amérique latine et les Caraïbes et l'Océanie, même si la part des exportations de céréales dans la production intérieure de ces deux régions, soit 62 % et 35 % respectivement en 2032, fait partie des plus élevées. Parmi toutes les régions, c'est en Afrique que les importations de céréales contribuent le plus à la consommation intérieure et d'ici 2032, près de 34 % de la consommation intérieure de céréales en Afrique proviendra de pays non africains. Les exportations de blé devraient augmenter de 20 Mt pour s'établir à 214 Mt à l'horizon 2032, la Russie demeurant le premier exportateur mondial, avec une part de 23 % des exportations mondiales. L'Union européenne, qui se classe au deuxième rang des exportateurs de blé, représentera 17 % des échanges internationaux en 2032, même si les exportations devraient rester inférieures aux niveaux sans précédent de 2019 et de 2022.

A suivre

LIBYE

Le marché libyen accapare 60,5% des exportations de fruits tunisienne

Le marché libyen a accaparé 60,5 % des exportations de fruits tunisiennes depuis le début de l'année jusqu'au 3 juillet 2023, bien que les quantités exportées vers ce marché aient diminué de 34,4 %, (avec une baisse de recettes de 6 %).

L'Observatoire national de l'agriculture (ONAGRI) a indiqué, dans une note publiée jeudi, que le marché libyen a importé environ 9,9 mille tonnes de fruits, à la date du 3 juillet 2023, contre 15 mille tonnes à la même période l'année dernière.

La Libye a importé de la Tunisie, cette année, essentiellement, de la pêche (2,494 tonnes, soit 43,4 % de la quantité totale importée).

L'Italie est classée deuxième, avec une quantité de 4 632 tonnes de fruits, d'une valeur d'environ 9,2 millions de dinars (MD), ce qui représente une baisse par rapport à la même période de 2022 en quantités (-15,5 %) et en valeur (-30 %).

Il importe de noter que la pastèque figure en tête de liste des fruits importés par l'Italie auprès de la Tunisie (90,9 % du total de ses importations de fruits).

QATARENERGY

Un accord de 10 ans d'approvisionnement en condensats avec le Groupe ENOC

QatarEnergy a annoncé un accord d'approvisionnement en condensats à long terme avec le groupe ENOC, une société spécialisée dans le secteur pétrolier et du gaz, basée à Dubaï, aux Émirats Arabes Unis (EAU).

L'accord a été signé par QatarEnergy, au nom de la société "Qatar Petroleum Limitée pour la vente de produits pétroliers" et la société "ENOC Supply and Trading Limitée", une filiale du Groupe ENOC.

L'accord de vente, qui s'étale sur 10 ans, prévoit la fourniture de 120 millions de barils de condensats au Groupe ENOC à partir du mois de juillet 2023.

Son Excellence ministre d'État aux Affaires énergétiques, membre élu et Directeur exécutif de QatarEnergy, l'Ingénieur Saad bin Sherida Al Kaabi a déclaré que la signature de cet accord de vente de condensats à long terme renforce davantage la relation entre QatarEnergy et ENOC, une relation qui remonte à 2008.

Son Excellence l'Ingénieur Saad bin Sherida Al Kaabi a rajouté : "Nous sommes impatients de nous référer à notre relation de travail historique et à la confiance dans les exportations de condensats qataris pour contribuer à la croissance et au développement que nos partenaires espèrent réaliser".

À son tour, Son Excellence le Directeur exécutif du Groupe ENOC, Mr Saif Humaid Al Falasi, a déclaré que l'accord à long terme avec QatarEnergy contribuera à renforcer la coopération et le partenariat entre les deux organisations, ce qui affirme l'engagement d'offrir une valeur exceptionnelle aux clients et aux parties prenantes aux Émirats Arabes Unis et dans les différentes parties de la région et du monde. Mr Al Falasi a ajouté : "En tant que leader comme société énergétique de premier plan, nous reconnaissons le rôle que nous jouons dans la contribution au succès continu des EAU en collaborant avec des entités gouvernementales à travers le monde".

L'accord met en évidence la stratégie de QatarEnergy consistant à établir des ventes directes avec les utilisateurs finaux et à établir des relations commerciales et une coopération qui soient stratégiques.

Les termes de l'accord permettent aux parties d'augmenter davantage les volumes des condensats dans le cadre du contrat, car un volume supplémentaire de condensat devrait être exporté du Qatar une fois que les projets d'expansion du champ Nord Est et du champ Sud sont mis en service.

«POWER TUNISIA»

Un programme qui arrive à point nommé

Bonne nouvelle pour les entreprises qui veulent investir dans les énergies renouvelables et réduire leurs empreintes carbone : le programme «Power Tunisia» vient d'ouvrir ses portes aux PME qui veulent amorcer leurs transitions énergétiques. Financé par le gouvernement américain, par le biais de l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (Usaid), «Power Tunisia» est un nouveau programme quinquennal conçu pour accompagner la transition verte du secteur privé tunisien.

Un séminaire a été organisé, mercredi 5 juillet à Tunis, pour présenter les mécanismes et les modalités de fonctionnement de ce nouveau programme. Présent lors de l'ouverture de l'événement, l'ambassadeur des Etats-Unis, Joey Hood, a mis l'accent sur le rôle clé que joue le secteur privé dans le développement des énergies renouvelables et la transition énergétique d'une manière générale.

Citant la réussite de l'expérience américaine dans le domaine de l'énergie, qui a permis au pays de recouvrer, en l'espace de deux décennies, son indépendance éner-

gétique, l'ambassadeur Hood a souligné l'importance stratégique de la transition énergétique. «Nous voulons aider la Tunisie à être plus indépendante en ce qui concerne la production de son énergie», a-t-il déclaré.

Craig Vandeveld, chef de projet de «Power Tunisia», a souligné, de son côté, le rôle essentiel que jouent les ONG, institutions financières, experts, associations, donateurs internationaux et banques de développement dans le relèvement des défis énergétiques et environnementaux de la Tunisie. Il a ajouté, dans ce sens, que le programme s'engage à favoriser des partenariats solides et à exploiter les efforts collectifs pour gé-

nérer un changement durable dans le secteur de l'énergie. En effet, «Power Tunisia» vise à soutenir près de 2.000 entreprises tunisiennes et à mobiliser 40 millions de dollars américains pour des investissements dans les énergies propres et des projets d'efficacité énergétique. A terme, il devrait accroître la capacité de production d'énergies propres, en Tunisie, de 70 mégawatts, réduisant ainsi la dépendance aux combustibles fossiles et créant de nouveaux emplois verts.

Trois formes de soutien

Concrètement, le soutien apporté par le programme «Power Tunisia» se décline

sous trois formes. Il y a tout d'abord, le programme de subventions qui est conçu de concert avec les banques commerciales et les institutions de micro-finance, et qui va permettre de financer des projets verts, dont le montant est inférieur à 20 mille dollars via des prêts qui seront accordés aux PME. Pour les projets de moyenne échelle (dont le montant est compris entre 20 mille et 2 millions de dollars), Power Tunisia propose une assistance technique, entre autres des audits énergétiques, des analyses de rentabilité... et en même temps des dons d'équipements pouvant atteindre 10% de la valeur du projet.

EGYPTE

Le turc Hayat va investir 210 millions \$ dans trois usines de produits d'hygiène

Les investissements seront réalisés via la filiale égyptienne du groupe qui possède déjà cinq usines employant 1 500 personnes en Egypte.

Le conglomérat turc Hayat Holding construira trois nouvelles usines de produits d'hygiène en Egypte pour un investissement de 210 millions de dollars, selon un communiqué publié le 6 juillet dernier par le gouvernement égyptien.

Ces investissements seront réalisés via la filiale égyptienne du groupe, Hayat Egypt for Hygienic Products Company, qui possède déjà cinq usines employant 1 500

personnes en Egypte.

L'Egypte et la Turquie ont annoncé, début juillet, la reprise de leurs relations diplomatiques la première fois depuis dix ans, dernier signe en date du réchauffement des relations entre les deux pays. En effet, les relations entre le Caire et Ankara ont été rompues il y a dix ans lorsqu'Abdel Fattah al-Sissi, alors ministre égyptien de la Défense, avait renversé le président islamiste, Mohamed Morsi, un allié de la Turquie faisant partie de la confrérie des Frères musulmans. A l'époque, le président turc Recep Tayyip

Erdogan avait déclaré qu'il ne dialoguerait jamais avec «quelqu'un» comme Abdel Fattah al-Sissi, qui est devenu en 2014 président du pays le plus peuplé du monde arabe.

Malgré leurs relations tendues, les relations économiques sont poursuivies entre les deux Etats. Quelque 200 entreprises turques opèrent déjà en Egypte alors que la valeur des échanges bilatéraux a augmenté de 14 % en 2022, pour atteindre le chiffre record de 7,7 milliards de dollars, selon les données publiées récemment par le gouvernement égyptien.

ONU

Echec à prolonger une voie majeure d'aide humanitaire à la Syrie

Après un veto russe, le Conseil de sécurité de l'ONU a échoué mardi à prolonger le mécanisme d'aide humanitaire transfrontalier vers la Syrie, fermant au moins temporairement une voie de passage vitale pour des millions d'habitants de zones rebelles du pays.

Les 15 membres du Conseil tentaient depuis des jours de trouver un compromis pour prolonger ce mécanisme qui permet d'acheminer depuis la Turquie, en passant par le poste frontière de Bal al-Hawa et sans autorisation de Damas, nourriture, eau ou médicaments aux habitants du nord-ouest de la Syrie.

En raison des besoins encore plus criants depuis les séismes de février, l'ONU, les humanitaires et une majorité de membres du Conseil réclamaient une prolongation d'au moins un an pour permettre une meilleure planification de l'aide.

Face à l'opposition de la Russie, qui insistait pour seulement six mois, la Suisse et le Brésil, en charge de ce dossier, ont finalement proposé un compromis de neuf mois.

Compromis auquel la Russie, un allié clé de Damas, a opposé mardi son veto, empêchant son adoption malgré 13 voix en faveur, et une abstention (Chine).

Le Conseil a également rejeté par 2 voix pour, 3 contre

et 10 absentions, un texte russe concurrent qui prévoyait une prolongation de six mois, mais qui mettait également en cause les sanctions occidentales imposées à la Syrie.

"C'est un triste moment pour ce Conseil, sauf pour un pays", a lancé l'ambassadrice américaine Linda Thomas-Greenfield après le veto russe, dénonçant un "acte de cruauté absolue".

"Ce calendrier aurait permis de passer les durs mois d'hiver", a déploré l'ambassadrice suisse Pascale Baeriswyl. "Nous ne laisserons pas ce veto mettre un terme à nos efforts pour trouver une solution", a-t-elle souligné, assurant qu'elle allait "se remettre au travail immédiatement".

"Déçu" par cet échec, le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a lui appelé les membres du Conseil "à redoubler d'efforts" pour permettre de poursuivre l'aide transfrontalière.

Mais l'ambassadeur russe Vassili Nebenzia a évoqué sa fin pure et simple. "Si notre projet de texte n'est pas soutenu, nous pourrions tout simplement fermer le mécanisme", a-t-il lancé, accusant l'aide transitant par ce mécanisme de profiter aux "terroristes d'Idleb", une région rebelle du nord-ouest de la Syrie, et non au peuple syrien.

EN AFRIQUE ET EN ASIE

LeapFrog investira 500 millions \$ dans des entreprises spécialisées dans la transition climatique

Les fonds devraient être injectés dans des entreprises qui visent à accélérer la transition vers une économie à faibles émissions de carbone dans les secteurs de l'environnement bâti, de l'énergie, de la mobilité et de l'alimentation.

La société d'investissement LeapFrog Investments a annoncé, dans un communiqué publié lundi 10 juillet, qu'elle prévoit d'investir 500 millions de dollars dans des entreprises spécialisées dans la transition climatique en Afrique et en Asie. La société privée, qui cible les sociétés à forte croissance opérant dans les domaines des services financiers, des soins de santé et des solutions climatiques sur les marchés émer-

gents, a précisé que ces investissements devraient fournir des outils et des technologies écologiques à 50 millions de personnes à faible revenu. LeapFrog, qui a fait cette annonce à l'occasion du forum américano-britannique sur la mobilisation des financements climatiques, a précisé que les fonds seront injectés dans des entreprises qui visent à accélérer la transition vers une économie à faibles émissions de carbone dans les secteurs de l'environnement bâti, de l'éner-

gie, de la mobilité et de l'alimentation. Des analyses réalisées par la société d'investissement suggèrent que des technologies telles que les scooters électriques en Inde et l'énergie solaire sur les toits au Nigeria pourraient devenir rapidement 30 à 40 % moins coûteuses que les solutions traditionnelles à forte intensité de carbone. « Investir dans des solutions climatiques sur les marchés émergents n'est pas seulement la bonne chose à faire, c'est

aussi une opportunité commerciale très convaincante », a déclaré le PDG de LeapFrog, Andy Kuper. « L'Inde, l'Asie du Sud-Est et l'Afrique, qui représentent aujourd'hui 25 % des émissions mondiales, pourraient représenter jusqu'à 84 % des émissions d'ici à 2050 si aucune mesure n'est prise d'urgence, ce qui réduirait à néant tous les progrès réalisés dans les pays riches en matière de climat », a-t-il ajouté.

INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS

La hausse en 2022 dans les pays en développement ne profite pas à l'Afrique

Malgré une tendance mondiale à la baisse, les flux d'IDE vers les pays en développement ont augmenté en 2022. Toutefois, l'Afrique a seulement bénéficié de 3,5 % de la totalité des IDE mondiaux, selon le rapport de la CNUCED.

Bien que la tendance mondiale se soit généralement orientée vers une diminution, les pays qualifiés d'émergents ont connu une croissance de leurs investissements directs étrangers (IDE) en 2022, d'après le plus récent rapport de la Commission des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

En effet, ces nations ont collectivement bénéficié de 916 milliards \$ en IDE, principalement stimulés par les groupes asiatiques, mais également par l'Amérique latine qui a enregistré la plus importante progression. Cependant, seulement 3,5 % de ces investissements étrangers à l'échelle mondiale ont été dirigés vers l'Afrique. Si l'on exclut des pays tels que l'Afrique du Sud, le Kenya, le Nigeria, le Ghana et les pays d'Afrique du Nord, la part du reste de l'Afrique subsaharienne ne dépasse pas 1 %. En termes absolus, la valeur des IDE ciblant l'Afrique s'est élevée à 45 milliards \$, sur un total enregistré de 1 245 milliards \$.

Les informations de l'organisation onusienne révèlent pourtant clairement qu'au cours des trois dernières années, les investisseurs internationaux ont davantage ciblé les économies émergentes, au détriment de l'Europe et de l'Amérique du Nord. De 67,2 % en 2020, ce groupe de pays a atteint une part record de 70,8 % des IDE en 2022.

Cela étant, les pays asiatiques demeurent les principaux bénéficiaires de cette redistribution des ressources. Concernant les investissements dans de nouveaux projets, le continent a continué d'améliorer ses performances, avec 766 nouveaux engagements enregistrés, soit une hausse de 36 %. Mais, il s'agit du

volume le plus bas comparé aux autres régions de même envergure (Europe, Amérique et Asie), et les investisseurs ne semblent pas encore disposés à y allouer davantage de ressources financières.

Les raisons de cette répartition inéquitable au détriment de l'Afrique peuvent être complexes à identifier, d'autant plus que le continent abrite un marché de 1,4 milliard de personnes, des ressources minières convoitées pour la transition énergétique, une population jeune prête à fournir une main d'œuvre active et surtout un potentiel de croissance encore inexploité.

Dans le discours public, la région est généralement perçue comme vulnérable, fragile, voire « très risquée », une fois que l'on exclut des pays comme le Kenya, le Nigeria, le Ghana, l'Afrique du Sud et le bloc des pays maghrébins. Pourtant, c'est précisément dans les zones qui excluent ces pays que l'on trouve le plus de richesses naturelles et une part significative de la population.

De plus, le continent ne reçoit pas suffisamment de reconnaissance pour les efforts déployés par ses pays pour améliorer le climat des affaires. Collectivement, environ 76 nouvelles mesures favorables ont été recensées en 2022, tandis que dans les pays développés d'Europe et d'Amérique du Nord, la tendance a été à durcir les conditions d'investissement.

A mi-juin dernier, plusieurs acteurs majeurs de l'économie et des finances internationales se sont réunis à Paris, sous l'égide du président français Emmanuel Macron, pour discuter d'une nouvelle architecture financière mondiale à même de soutenir le développement des économies les plus défavorisées. A cette occasion, il a beaucoup été question de dette et de structuration de l'aide, mais peu de la façon de renforcer et d'améliorer la structure des investissements directs étrangers, notamment en faveur de l'Afrique.

SOUTIEN AUX POPULATIONS DU NORD-TOGO

Les Etats-Unis décaissent 1,8 milliard FCFA

Les Etats-Unis ont annoncé lundi 10 juillet 2023, le décaissement d'une enveloppe d'aide humanitaire de 3 millions de dollars, soit 1,8 milliard FCFA au profit des populations du nord du Togo affectées par des violences et les déplacés fuyant les menaces terroristes dans le sahel. Ce financement est apporté par l'intermédiaire du Bureau d'assistance humanitaire de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID). Cette aide est essentiellement destinée à l'assistance vitale à plus de 460 000 individus dans le besoin d'une so-

lution nutritionnelle d'urgence.

« Grâce à cette contribution financière, les partenaires de l'USAID, le Programme alimentaire mondial (PAM) et Catholic Relief Services (CRS), travaillant en collaboration étroite avec le gouvernement du Togo, fournissent une assistance vitale aux personnes nouvellement déplacées et aux membres vulnérables de la communauté d'accueil », indique un communiqué de l'Ambassade des USA au Togo. Avec cette allocation, 27 000 autres personnes recevront des aides financières afin de couvrir leurs besoins de

base. Également, 37 000 personnes bénéficieront, durant 3 mois, d'un appui en vivres. « Ce soutien permettra d'aider les populations vulnérables pendant la période de soudure, au cours de laquelle les familles ont généralement le plus besoin d'aide ». Notons que ce financement est l'un des deux annoncés récemment par la diplomate américaine. Le second investissement, d'un montant d'un million de dollars, sera octroyé à la Fédération togolaise des associations de personnes handicapées.

POUR RENDRE LE COÛT DES DONNÉES MOBILES ABORDABLES

Le Malawi et la Tanzanie s'associent

La révolution numérique en cours sur le continent africain présente d'immenses opportunités. Afin d'en profiter pleinement les pays ont décidé de collaborer ensemble.

Le ministre tanzanien de l'Information, de la Communication et des TIC, Nape Moses Nnauye, et le ministre de l'Information et de la Numérisation du Malawi, Moses Kunkuyu, ont signé le vendredi 7 juillet, à Lilongwe la capitale du Malawi, un protocole d'accord sur la communication et la coopération numérique. L'accord vise entre autres à améliorer l'accessibilité des données dans le pays en connectant le Malawi à des câbles sous-marins via des voies non commerciales.

S'exprimant après la signature de l'accord, Moses Kunkuyu, a déclaré que la coopération avec la Tanzanie dans le secteur numérique aidera notamment le Malawi à disposer d'une connectivité de pays à pays qui réduira les frais de transmission de données au Malawi.

« Actuellement, nous sommes connectés à la Tanzanie et à d'autres pays via des câbles de fournisseurs, mais en nous connectant directement via une infrastructure d'Etat à Etat, dans ce cas, la Commission d'approvisionnement en électricité du Malawi (ESCOM) et la Tanzania Telecommunications Company Limited (TTCL), nous réduisons le coût de fonctionnement de la bande passante dans le pays, diminuant ainsi le coût global des données pour les consommateurs dans le pays », a-t-il déclaré.

TANZANIE

Un nouveau directeur financier conduira l'introduction en bourse de Lifezone Metals

En Tanzanie, Lifezone Metals pilote le projet Kabanga qui sera bientôt à l'origine de la première usine de nickel de qualité batterie du pays. Pour entrer à la bourse de New York, la compagnie a conclu en décembre 2022 un accord de fusion avec le véhicule d'investissements GoGreen Investments.

La compagnie minière Lifezone Metals active sur le projet de nickel Kabanga en Tanzanie, a un nouveau directeur financier (CFO) en la personne d'Ingo Hofmaier. Auparavant PDG de la junior minière namibienne Omico Mining, ce professionnel de la finance avec plus de 20 ans d'expérience devrait jouer un « rôle clé dans la transition de Lifezone Metals vers une société cotée à la bourse de New York », précise un communiqué de l'entreprise daté du 14 juin. Le nouveau dirigeant prendra officiellement ses fonctions le 3 juillet prochain et s'occupera notamment de l'exécution de la stratégie financière et commerciale de Lifezone Metals. La compagnie va en effet bientôt fusionner avec la SPAC GoGreen Investments en vue de créer une entreprise valorisée à environ 1 milliard de dollars avec 361 millions de dollars de trésorerie qui exploitera le nickel et d'autres métaux nécessaires à la transition énergétique.

« L'association de GoGreen et de Lifezone Metals combine les bons moteurs de valeur : Kabanga est un actif exceptionnel avec des teneurs élevées en nickel et des crédits de sous-produits de cuivre et de cobalt, la base de toute activité rentable dans le secteur des matières premières », souligne Ingo Hofmaier.

7.802 MILLIARDS DE DOLLARS AU 1ER JUIN 2023

L'endettement des multinationales bat des records

Si la dette est un sujet de préoccupation pour les États, il l'est aussi pour les entreprises, toujours plus dépendantes de leurs créanciers. Et pour cause, l'endettement des 933 plus grosses entreprises du monde (tous secteurs hors financier et immobilier) s'est élevé à 7.802 milliards de dollars (7.076 milliards d'euros) au 1er juin 2023, selon le rapport annuel du gestionnaire d'actifs Janus Henderson, paru ce mercredi.

Cette dette se révèle plus de deux fois plus élevée que celle de 3.000 milliards d'euros de la France. En outre, elle a augmenté de 6,2% à taux de change constant par rapport à il y a un an, devenant le niveau d'endettement privé le plus important depuis la première édition de ce rapport en 2014. Dans le détail, les entreprises du secteur des télécommunications demeurent les plus endettées : Verizon (1er, 172 milliards de dollars), At&T (4e, 154 milliards), Deutsche Telekom (5e, 153 milliards), Comcast (6e, 102 milliards). Mais le secteur des services aux collectivités est celui qui a le plus contribué à l'augmentation de la dette, en raison « d'importantes dépenses d'investissement et des dividendes », selon le rapport. A l'inverse, les profits colossaux des pétrolières leur ont permis de ramener

leur endettement au plus bas depuis près de 10 ans. Le gestionnaire d'actifs prévoit que ce stock de dette diminue dans les prochains mois.

L'impact de la hausse des taux d'intérêt se fait attendre

« La hausse des coûts d'emprunt et le ralentissement de l'activité économique devraient inciter les entreprises à chercher à rembourser une partie de leurs dettes », selon Janus Henderson. Pour rappel, la Banque centrale européenne a monté ses taux de 0% au printemps 2022 à 3,5-4,25% en juin. Soit l'une des remontées de taux les plus rapides de l'histoire. Objectif affiché, freiner l'accès au crédit et baisser la consommation et les investissements pour juguler l'inflation. Jusqu'ici la hausse des taux n'a toutefois eu qu'un impact limité sur les grandes entreprises, avec une hausse des coûts des intérêts limitée à 5,3% à taux de change constant. Les entreprises em-

pruntent en effet sur le marché obligataire à taux fixes pendant plusieurs années, ce qui les protège jusqu'à ce qu'elles doivent refinancer leur dette.

Des défaillances d'entreprises qui s'envoient

Si les grandes entreprises sont relativement couvertes de la hausse des taux grâce aux obligations, elles prennent tout de même le risque de se surendetter et de finir en faillite. Une situation qui revient d'ailleurs de plus en plus chez les entreprises françaises, selon une étude du cabinet Altares publiée mardi. Les défaillances d'entreprises en France ont augmenté de 35% sur un an au deuxième trimestre, avec 13.266 procédures de liquidation, de redressements judiciaires et de procédures de sauvegarde ayant été ouvertes devant les tribunaux de commerce du 1er avril au 30 juin.

ROYAUME-UNI

Des amendes illimitées contre les pollueurs, les compagnies de l'eau dans le viseur

Londres a annoncé son intention de supprimer le plafond des sanctions administratives contre les pollueurs, fixé à 250.000 livres (294.000 euros). Dans le viseur du gouvernement, tous les secteurs d'activité potentiellement polluants, notamment les compagnies d'eau, pointées du doigt depuis des années pour des déversements d'eaux usées dans l'environnement. Le gouvernement britannique veut sanctionner davantage les pollueurs. L'exécutif veut faire passer un projet de loi pour supprimer le plafond des sanctions administratives contre les entreprises qui polluent, aujourd'hui fixé à 250.000 livres (294.000 euros).

« Les pollueurs doivent toujours payer. Nous supprimons le plafond des sanctions administratives et élargissons considérablement leur champ d'application pour cibler un éventail d'infractions beaucoup plus large », a annoncé le ministre de l'Environnement Thérèse Coffey dans un communiqué ce mercredi 12 juillet. L'Agence environnementale britannique et Natural England, deux orga-

nismes publics, pourront agir sans passer par « des poursuites pénales longues et coûteuses, même si les affaires les plus graves » seront toujours portées devant les tribunaux, assure le gouvernement.

Si le projet de loi concerne tous les secteurs d'activité potentiellement polluants, comme la gestion des déchets et les incinérateurs, les compagnies de traitement de l'eau sont particulièrement visées.

Le secteur de l'eau est sous le feu des critiques depuis plusieurs années, celui-ci déversant des quantités importantes d'eaux usées dans les cours d'eau et en mer. Les distributeurs d'eau anglais ont d'ailleurs présenté leurs excuses pour leur inaction à ce sujet en mai. « Nous sommes désolés. Nous voulons rectifier le tir, nous avons un plan et sommes déterminés à corriger la situation le plus rapidement possible », avait indiqué en mai l'unité anglaise de Water UK, qui regroupe les compagnies distributrices.

Les systèmes d'égouts britanniques comprennent des valves d'évacuation d'urgence censées permettre d'évacuer

les eaux usées pour éviter les débordements lors de fortes pluies. De nombreux distributeurs sont toutefois accusés un peu partout dans le pays d'y avoir recours de manière excessive, même en période de sécheresse, pour pallier un manque d'investissements dans le réseau d'égouts qui date de l'époque victorienne au XIXe siècle. En 2022, ils ont ainsi réalisé 301.000 rejets d'eaux usées dans les cours d'eau, selon les statistiques officielles, soit 825 par jour. Ces rejets d'eau ont pollué des plages britanniques, au point où certaines avaient été fermées d'accès en pleine canicule.

Water UK a ainsi annoncé 10 milliards de livres (11,5 milliards d'euros) d'investissements pour l'Angleterre, rendant possible « la plus grande modernisation des égouts depuis l'ère victorienne ».

« Les 10 milliards de livres promis sont un début, mais s'ils se retrouvent sur les factures des citoyens alors que les dividendes des actionnaires restent intacts, ce serait une façon bien étrange de s'excuser », avait déploré Doug Parr, responsable à Greenpeace UK.

Les compagnies du secteur au Royaume-Uni ont accumulé plus de 60 milliards de livres de dette depuis leur privatisation en 1989 sous Margaret Thatcher.

3,9 millions d'euros contre le distributeur d'eau londonien

Le distributeur d'eau de la région de Londres, Thames Water, a notamment été condamné la semaine dernière à une amende de 3,3 millions de livres (3,9 millions d'euros) pour avoir pollué des cours d'eau et entraîné la mort de plus de 1.000 poissons. L'entreprise de gestion des eaux la plus importante du pays était accusée par l'Agence environnementale, un organisme public, d'avoir déversé « des millions de litres » d'eaux usées non traitées en 2017 dans des cours d'eau près de l'aéroport de Gatwick, en banlieue de Londres. L'entreprise, qui plaquait coupable, a assuré avoir « tiré les leçons » de cet événement et dit se préparer à « la plus grande modernisation jamais réalisée des égouts et des stations d'épuration de Londres et de la vallée de la Tamise ».

FRANCE

Les faillites d'entreprises s'envolent de 35% au deuxième trimestre

13.266 entreprises ont ouvert une procédure de liquidation entre avril et juin 2023, soit un niveau supérieur à celui du deuxième trimestre 2019 et d'autres années pré-crise du Covid-19, selon une étude du cabinet Altares. Cette envolée des faillites laisse craindre une remontée du chômage dans l'Hexagone. On ne fait pas d'omelette sans casser des oeufs, et pas de lutte contre l'inflation sans dégradation du tissu économique. Face à la hausse des taux d'intérêt des crédits et de la baisse de la croissance, en partie provoquée par la très rapide remontée des taux directeurs de la banque centrale européenne, les défaillances d'entreprises en France ont augmenté de 35% sur un an au deuxième trimestre, selon une étude publiée mardi par le cabinet spécialisé Altares. Au total, 13.266 procédures de liquidation, de redressements judiciaires et de procédures de sauvegarde ont été ouvertes devant les tribunaux de commerce du 1er avril au 30 juin. Ce niveau dépasse désormais très nettement celui d'avant la crise sanitaire : durant la même période de 2019, il y avait eu 12.347 défaillances et 12.925 en 2017.

Sur un an, alors que la Banque de France n'avait recensé que 33.750 faillites entre juillet 2021 et juin 2022, l'institution en compte 48.673 entre juillet 2022 et juin 2023 et constate que « le nombre de défaillances poursuit le rattrapage amorcé à l'automne 2021 ». Une situation inquiétante mais qui doit être relativisée au regard des 59.342 faillites par an, comptabilisées en moyenne pré-pandémique.

La menace d'un retour du chômage

Dans le détail, « si le bâtiment se maintient encore sous les seuils d'avant Covid, d'autres activités sont à l'inverse très durement impactées, en particulier celles en lien direct avec les consommateurs (habillement, soins, coiffure, etc.) », insiste le cabinet. « Plus de neuf procédures sur dix concernent des TPE (très petites entreprises de moins de 10 salariés), dont les trois quarts sont immédiatement liquidées », observe le directeur des études d'Altares, Thierry Millon, cité par le communiqué. Il ajoute que plus de 1.100 PME et ETI ont aussi fait défaut, en hausse de 55% sur un an. Les jeunes entreprises qui ont moins de trois ans d'âge résistent en revanche mieux avec 1.657 entreprises en défaut, « très en dessous des 2.000 procédures ouvertes au cours du deuxième trimestre 2019 », avant la crise du Covid-19.

Première conséquence de l'augmentation des faillites, le nombre d'emplois menacés par ces défaillances bondit pour sa part de 82,3% à 55.700 au deuxième trimestre 2023, bien au-dessus de la moyenne décennale de 42.609 emplois menacés par trimestre. Altares précise dans un communiqué que le seuil des 55.000 emplois menacés « n'avait plus été approché depuis le deuxième trimestre 2014 ».

ÉTATS-UNIS

Sanction de 250 millions de dollars pour Bank of America liée à des frais excessifs

La banque américaine Bank of America va devoir payer 250 millions de dollars d'amende et de restitution pour avoir facturé à ses clients des frais excessifs et pour d'autres infractions ayant nu à ses consommateurs, a annoncé mardi le Bureau de protection des consommateurs (CFPB). Selon le CFPB, la banque a « doublé la mise » en matière de frais facturés aux clients ne disposant pas de fonds suffisants sur leur compte, en prélevant une pénalité de 35 dollars à plusieurs reprises pour la même transaction.

Elle a également omis de verser des sommes promises et des points de fidélité aux clients ayant souscrit des cartes de crédit. Troisième infraction de l'établissement : certains de ses employés ont illégalement souscrit au nom de clients, à leur insu, des cartes de crédit. Un comportement qui était lié à « un système d'objectifs et d'évaluation basé sur les per-

formances commerciales désormais disparu », a relevé le régulateur.

Toutes ces actions « sont illégales et nuisent à la confiance des consommateurs. Le CFPB mettra un terme à toutes ces pratiques dans la totalité du secteur bancaire », a prévenu Rohit Chopra, son directeur. Dans le détail, Bank of America va devoir verser 90 millions d'amende au CFPB et 60 millions à l'Office of the Comptroller of the Currency (OCC - organisme qui supervise quelque 1200 banques présentes dans plusieurs États américains), et rembourser 100 millions à ses clients. Le groupe a supprimé au premier semestre 2022 les pénalités en cas de fonds insuffisants sur les comptes de dépôt et a réduit les frais en cas de découvert à 10 dollars, contre 35 auparavant. En conséquence, il a constaté une chute de 90% de son chiffre d'affaires généré par ce type de frais.

PORTÉE PAR LE SECTEUR FINANCIER

Wall Street finit en hausse

La Bourse de New York a fini en hausse mardi, dans le sillage des gains du secteur financier, alors que les investisseurs ont gardé à l'esprit des données sur l'inflation aux Etats-Unis et les premiers résultats trimestriels attendus plus tard cette semaine.

L'indice Dow Jones a gagné 0,93%, ou 317,02 points, à 34.261,42 points. Le S&P-500, plus large, a pris 29,73 points, soit 0,67%, à 4.439,26 points. Le Nasdaq Composite a avancé de son côté de 75,22 points (0,55%) à 13.760,70 points.

Les investisseurs attendent dans le rapport sur les prix à la consommation aux Etats-Unis, prévu mercredi, et celui sur les prix à la production, prévu jeudi, des indices sur la courbe des pressions inflationnistes.

Ces données pourraient servir d'indication sur la politique monétaire de la Réserve fédérale (Fed), qui se réunira à la fin du mois. De nombreux traders s'attendent à ce que la banque centrale américaine procède à une hausse des taux de 25 points de base, après avoir marqué une pause en juin. Alors que plusieurs grandes banques américaines, dont JPMorgan Chase, donneront cette semaine le coup d'envoi officieux de la saison des résultats trimestriels, avec des chiffres d'affaires attendus en hausse, l'indice bancaire du S&P-500 a progressé de 1,5%.

JPMorgan Chase a enregistré une hausse de 1,6% après que Jefferies a revu à la hausse sa recommandation pour la banque, à "acheter".

"C'est bien de voir le marché s'étoffer en amont des résultats", a commenté Tim Ghriskey, stratège chez Ingalls & Snyder à New York.

"Beaucoup de données sont attendues, et les résultats arrivent. Les attentes pour le troisième trimestre sont aussi une préoccupation, s'agissant de quelconques perspectives dont les entreprises pourraient faire part lors des conférences téléphoniques pour leurs résultats", a-t-il dit.

Parmi les mouvements de valeurs à noter, l'éditeur de jeux vidéo Activision Blizzard a bondi de 10% après qu'une juge californienne a approuvé le projet de rachat par Microsoft.

Salesforce a terminé en hausse de 3,9% à la suite d'une annonce du relèvement de certains de ses services d'informatique dématérialisée ("cloud") et de marketing, une première en sept ans.

Amazon a pris 1,3% alors qu'ont débuté les 'Prime Days', journées de promotions sur la plateforme du géant du commerce en ligne.

BOURSES MONDIALES

L'Europe en hausse et l'Asie dispersée avant l'inflation américaine

Les Bourses européennes évoluent en hausse mercredi avant la publication de l'inflation américaine tandis que les marchés asiatiques évoluaient en ordre dispersé, la Bourse de Tokyo étant lésée par le renforcement du yen, qui pèse sur les valeurs exportatrices japonaises. En Europe, Paris gagnait 0,40% vers 07H40 GMT, Francfort 0,37%, Londres 0,40% et Milan 0,73%.

Les Bourses chinoises évoluaient sans direction claire après des mesures de soutien au secteur immobilier en Chine. Hong Kong gagnait 1% dans les derniers échanges mais Shanghai a lâché 0,78%. Les indices tokyoïtes ont reculé, emportés par des spéculations quant à un éventuel ajustement de la politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) à l'issue de sa prochaine réunion fin juillet, ce qui encourageait la remontée du yen. La Banque centrale du Japon a maintenu jusqu'à présent une politique monétaire ultra-accommodante, à l'inverse des grandes banques centrales occidentales, ce qui a considérablement affaibli la devise nipponne face au dollar et à l'euro depuis l'an dernier.

Vers 07H30 GMT, le dollar faiblissait à 139,66 yens (-0,50%) contre 140,36 yens mardi à 21H00 GMT. La devise japonaise valait 154,01 yens (-0,34%) face à l'euro, contre 154,52 yens la veille. Le point fort de la séance sera la publication de l'Indice des prix à la consommation (CPI) aux États-Unis pour juin. L'indicateur sera publié à 12H30 GMT (14H30 à Paris), il est attendu à +0,3% sur le mois et +3,1% sur douze mois contre 4% en mai, un ralentissement conséquent.

JAPON

La Bourse de Tokyo affectée par la remontée du yen

La Bourse de Tokyo reculait mercredi en matinée, sur fond du renforcement persistant du yen, un facteur de change négatif pour les valeurs exportatrices nipponnes. L'indice vedette Nikkei perdait 1,15% à 31.834,13 points vers 01H30 GMT et l'indice élargi Topix cédait 0,84% à 2.217,63 points. Des spéculations quant à un éventuel ajustement de la politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) à l'issue de sa prochaine réunion fin juillet agitaient le marché tokyoïte et encourageaient la remontée du yen.

La BoJ a maintenu jusqu'à présent une politique monétaire ultra-accommodante, à l'inverse des grandes banques centrales occidentales, ce qui a considérablement affaibli la devise nipponne face au dollar et à l'euro depuis l'an dernier. Les investisseurs

étaient par ailleurs prudents avant la publication de l'indice des prix à la consommation (CPI) de juin aux États-Unis plus tard ce mardi.

Infineon et au-delà

À Francfort, le cours d'Infineon prenait 2,09% à l'ouverture, après que le bureau d'études Jefferies a relevé sa note de «sous-performance» à «conserver» et son objectif de cours de 28 à 40 euros. La branche suisse de la banque allemande Commerzbank (-0,18% vers 07H20 GMT) est «inondée» de demandes d'entreprises suisses en quête «d'alternatives» depuis le rachat de Credit Suisse par UBS a indiqué mardi son directeur général à l'hebdomadaire Handelszeitung. À Francfort, la Deutsche Bank perdait 1,06%.

Les consoeurs européennes des banques allemandes étaient en hausse sur les autres places financières. Banco Santander ga-

gnait 1,11% à Madrid, Axa 1,45% à Paris, Barclays 1,59% à Londres et Swiss Re 0,61% à Zurich.

Les actions du secteur de l'énergie, qui avaient déjà bien performé la veille, poursuivaient leur hausse. À Londres, Centrica gagnait 1,40% vers 07H25 GMT et BP 0,38%. À Francfort, Uniper avançait de 0,91% et BASF de 0,3%. À Paris, TotalEnergies prenait 0,48% et Technip Energies 1,77%. Les cours du pétrole se stabilisaient après leur bond de la veille. Ils ont même «augmenté de plus de 10% au cours des deux dernières semaines», soulignent les analystes de la Deutsche Bank. Vers 07H30 GMT, le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre prenait 0,06% à 79,45 dollars et son équivalent américain, le West Texas Intermediate (WTI), avec échéance en août, 0,08% à 74,89 dollars.

La veille, le Brent a clôturé à 79,40 dollars, au plus haut en clôture depuis fin avril, et le WTI a terminé à 74,83 dollars, également un sommet depuis plus de deux mois. Le bitcoin gagnait de 0,70% à 30.792 dollars.

collaboration entre Microsoft et le gendarme britannique de la concurrence sur le dossier Activision s'est esquissé mardi.

Nette remontée du yen

Le dollar faiblissait à 139,44 yens vers 01H15 GMT, contre 140,36 yens mardi à 21H00 GMT. La devise japonaise s'appréciait aussi sensiblement par rapport à l'euro, qui valait 153,79 yens contre 154,52 yens la veille. L'euro se négociait pour 1,1027 dollar contre 1,1009 dollar mardi à 21H00 GMT.

Le marché du pétrole était en petite progression: vers 01H15 GMT le prix du baril de WTI américain gagnait 0,17% à 74,96 dollars tandis que celui du baril de Brent de la mer du Nord prenait 0,15% à 79,52 dollars

FRANCE

La Bourse de Paris attendue en hausse, dans le sillage de Wall Street

La Bourse de Paris devrait ouvrir en hausse mercredi en attendant la publication de l'inflation aux Etats-Unis à mi-séance. Le contrat à terme de l'indice vedette CAC 40 avançait de 0,35% une quarantaine de minutes avant l'ouverture de la séance. La veille, il avait nettement avancé, de 1,07%, particulièrement porté par le luxe, poids lourd du CAC 40. «Les indices européens devraient ouvrir en légère hausse ce matin dans le sil-

lage de la clôture de Wall Street» toutefois «les chiffres de l'inflation américaine pourraient inverser la tendance», estime John Plaszard, spécialiste de l'investissement chez Mirabaud. «L'inflation aux États-Unis semble aller dans la bonne direction, après être tombée à un plus bas de 2 ans le mois dernier, à 4 %, contre 4,9 % en avril. Il y a un an, le CPI (indice des prix à la consommation) américain avait atteint son sommet

à 9,1 %», rappelle quant à lui Michael Hewson, de CMC Markets.

Ces données pourraient «permettre d'y voir plus clair sur la possibilité d'une hausse des taux de la banque centrale américaine en septembre», ajoute l'analyste. L'indicateur sera publié à 12H30 GMT (14H30 à Paris). Le CPI pour juin est attendu à +0,3% sur le mois et +3,1% sur douze mois contre 4% en mai, un ralentissement conséquent.

Cours du : 12 Juillet 2023
Valeur : 14 Juillet 2023

BASE	DEVISES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	135.1987	135.2137
1	EUR EURO	148.6510	148.6945
1	GBP POUND STERLING	174.9239	175.0113
100	JPY JAPANESE YEN	96.8195	96.8510
1	CNY CHINESE YUAN	18.7922	18.7995
1	CHF SWISS FRANC	154.0199	154.0721
1	CAD CANADIAN DOLLAR	102.2374	102.2797
1	DKK DANISH KRONE	19.9980	20.0041
1	SEK SWEDISH KRONA	12.6913	12.6962
1	NOK NORWEGIAN KRONE	13.0700	13.0752
1	AED UAE DIRHAM	36.8078	36.8139
1	SAR SAUDI RIYAL	36.0395	36.0474
1	KWD KUWAITI DINAR	440.0999	440.7226
1	TND TUNISIAN DINAR	43.7539	44.1937
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	13.8011	13.8027
1	LYD LIBYAN DINAR	28.2175	28.2898
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3.8267	3.8270
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	181.4839	181.4839

UNE INTELLIGENCE ARTIFICIELLE S'INSPIRE DU CERVEAU

Elle révèle les mystères de l'hippocampe

Des chercheurs ont créé une IA qui simule le processus de mémorisation spatiale dans l'hippocampe. Leur modèle nous en apprend un peu plus sur le fonctionnement de la mémorisation de notre cerveau.

Les intelligences artificielles (IA) reposent sur des algorithmes d'apprentissage et, paradoxalement, grâce à elles, on est capable de mieux comprendre comment fonctionne notre cerveau, notamment notre propre apprentissage. C'est justement pour mieux comprendre notre processus de mémorisation des informations que des chercheurs de l'Université de la Ruhr à Bochum, en Allemagne, ont mis au point une IA capable de simuler le fonctionnement de notre cerveau, du moins en partie. Les scientifiques ont localisé leur recherche sur l'hippocampe. Cette région du cerveau est essentielle pour la mémoire spatiale et la navigation. C'est d'ailleurs ce qui explique les problèmes de mémoire et de désorientation liés à la maladie d'Alzheimer. L'hippocampe a une particularité baptisée « replay ». Lorsque nous nous déplaçons sur un itinéraire, notre hippocampe va fixer des cel-



lules dites de « lieu » au fil de l'avancée. Une fois au repos, ou pendant le sommeil, ces cellules de lieu vont se réactiver, soit dans l'ordre du cheminement, soit dans l'ordre inverse. Autrement dit, l'hippocampe « rejoue » la scène des séquences neuronales. Ces cellules de lieu peuvent aussi s'adapter au changement de l'environnement et s'assembler à des lieux non encore visités mais que l'on a vus. Il apparaît que plus certaines séquences sont rejouées et plus la navigation est rapide et facile. Le chercheur Nicolas Diek-

mann a pu obtenir plus de détails sur le fonctionnement du cerveau dans son processus d'apprentissage, grâce à une intelligence artificielle.

Une simulation biologiquement plausible
Mais l'hippocampe ne relit pas n'importe quelles cellules de lieu. Certaines sont plus prioritaires que d'autres. Pour un rongeur qui réalise son cheminement, l'hippocampe va, par exemple, rejouer plus souvent les séquences qui sont familières ou qui sont liées à une récompense. Cela ne signifie pas

que les autres sont ignorées, mais leur relecture sera plus lente, par rapport aux autres. Et l'IA dans tout cela ? Pour en savoir plus sur ce processus de relecture des séquences neuronales, les chercheurs ont donc créé une intelligence artificielle qui fonctionne sur le même principe et qui s'inspire justement d'un petit rongeur. Après entraînement de l'IA, ils ont pu constater qu'elle apprenait plus efficacement les informations spatiales lors de la relecture de certaines séquences, comme le fait justement l'hippocampe. Mais pas n'importe lesquelles. C'est en observant ce comportement et en analysant sur quelles cellules de lieu l'IA avait réalisé sa hiérarchie que les chercheurs ont pu obtenir plus de détails sur l'optimisation du processus de mémorisation. Pour les chercheurs, cette émulation du processus de mémorisation dans l'hippocampe est biologiquement plausible et donne un peu plus de détails sur la façon dont le cerveau humain apprend.

MICROSOFT

La firme parie sur la commercialisation de la fusion nucléaire d'ici 5 ans !

L'entreprise Helion Energy prévoit de commencer la production commerciale d'électricité grâce à la fusion nucléaire d'ici cinq ans. La firme est tellement confiante qu'elle vient de conclure un accord avec Microsoft, qui lui achètera de l'électricité à partir de 2028. La fusion nucléaire est le Graal de la production d'électricité propre et écologique. Cette technologie ne produit aucun déchet radioactif, à l'inverse de la fission nucléaire. De nombreux chercheurs planchent dessus pour en faire une réalité, y compris des entreprises privées. Microsoft vient d'annoncer avoir conclu un accord avec la firme Helion Energy pour lui acheter de l'électricité... en 2028. Il s'agit très certainement du premier accord du genre au monde, alors que la fusion nucléaire est encore loin du stade commercial. Néanmoins, cette annonce montre à quel point Helion Energy est confiant dans sa capacité à démarquer son premier réacteur en seulement cinq ans.

Un réacteur d'un gigawatt ?

L'accord prévoit que Microsoft achètera 50 mégawatts d'électricité générés par fusion nucléaire à partir de 2028, avec une période de montée en puissance d'un an le temps que le réacteur soit pleinement opérationnel, et des pénalités si Helion Energy ne parvient pas à produire de l'électricité. Toutefois, la firme voit bien plus grand et vise le gigawatt, soit 20 fois la puissance promise à Microsoft. Pour financer ses recherches sur la fusion nucléaire, Helion Energy a réussi à lever plus de 570 millions de dollars de fonds privés. L'un des principaux investisseurs est Sam Altman, l'un des cofondateurs d'OpenAI, connu pour ChatGPT. En 2021, l'homme avait révélé avoir investi à hauteur de 375 millions de dollars. Avant de commencer la production commerciale, Helion Energy compte mettre en ligne dès l'année prochaine son réacteur de septième génération Polaris, qui utilise des champs magnétiques pulsés et l'hélium-3 comme carburant, plutôt que le tritium qui est privilégié par la concurrence.

MOBILITÉ

Le premier bus autonome roule au Royaume-Uni

Une ligne de bus autonome sera mise en service la semaine prochaine à Edimbourg, une première au Royaume-Uni, même si des chauffeurs resteront présents dans les véhicules pour en reprendre le contrôle en cas d'urgence.

"La technologie d'autonomie présente dans le bus a déjà été testée par le passé mais c'est la première fois qu'elle est utilisée sur une ligne de bus", a indiqué à l'AFP Peter Stevens, directeur des affaires publiques de la compagnie Stagecoach, lors d'une démonstration jeudi près d'Edimbourg. Cette nouvelle ligne longue d'environ 22 kilomètres, située dans l'ouest de la capitale écossaise, prévoit de transporter environ 10.000 passagers par semaine. Bardés d'intelligence artificielle pour analyser la circulation, les bus rouleront à 50 km/h, sous la surveillance d'un chauffeur. Au fur et à mesure des déplacements, les bus autonomes affineront les données qui permettront de réaliser des économies de carburant. Une ligne de bus autonome sera mise en service la semaine prochaine à Edimbourg, une première au Royaume-Uni, même si des chauffeurs resteront présents dans les véhicules pour en reprendre le contrôle en cas d'urgence. « La technologie d'autonomie présente dans le bus a déjà été testée par le passé mais c'est la première fois qu'elle est utilisée sur une ligne de bus », a indiqué à l'AFP Peter Stevens, directeur des affaires publiques de la compagnie Stagecoach, lors d'une démonstration jeudi près d'Edimbourg. Cette nouvelle ligne longue d'environ 22 kilomètres, située dans l'ouest de la capitale écossaise, prévoit de transporter environ 10 000 passagers par semaine. Dans les cinq bus en service, qui pourront rouler à une vitesse allant jusqu'à 50 km/h, un chauffeur sera quand même présent pour vérifier le bon fonctionnement de la technologie, comme le prévoit la loi britannique qui n'autorise pas encore la circulation de véhicules totalement autonomes sur la voie publique.

ÉNORME

Ils créent un transistor en bois qui fonctionne et ouvre de nouvelles perspectives

Un tout premier transistor en bois, capable de réguler un flux électrique, a été mis au point en laboratoire, en Suède. Plus écologique que les transistors classiques, il ouvre la voie à d'autres développements avant de pouvoir prétendre à un quelconque usage pratique. Des chercheurs de l'université de Linköping, associés à l'École royale polytechnique de Stockholm (KTH) ont réussi à développer le tout premier transistor en bois au monde.

Rappelons qu'un transistor est un composant d'ordinaire électronique, en silicium, permettant de contrôler ou d'amplifier des tensions et des courants électriques. On en trouve dans tous les appareils électroniques, à des échelles parfois microscopiques. La performance a donc ici été de rendre le bois conducteur d'électricité.

En (A) la préparation du bois conducteur et (B) les procédés de fabrication du transistor électrochimique en bois. (C) De gauche à droite : Photographie vue de face d'un WECT, vue de face de la configuration WECT et section d'une fibre de bois (vue conceptuelle du canal du transistor). © PNAS 2023

Pour arriver à cette prouesse technologique, les chercheurs ont utilisé du bois de balsa, un matériau dont la structure est parfaitement homogène. Ils en ont extrait la lignine, privilégiant ainsi la présence de cellulose. Ils ont ensuite rempli les canaux vides d'un plastique conducteur (PEDOT:PSS) afin que le bloc de bois puisse lui-même laisser passer le courant.

MOTS CROISÉS

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1										
2										
3			■							
4				■				■		
5					■					
6						■				
7				■						
8					■					
9			■							
10									■	

Grille 1

Horizontalement

1 Indulgence.2 Eparpillâmes.3 Conjonction.- Restes.4 Soustrait.- Que d'eau!- Se retrouva un jour à 4 pattes.5 Ou la fiancée de marbre.- Fils de Jacob.6 Retirasse.- Beau parleur.7 Petite symphonie de Friedrich Witt, longtemps attribuée à Beethoven.- Devançâs.8 A la fin.- Poèmes.9 En Chaldée.- Peuple de l'antiquité (au singulier).10 Plus d'un a connu Jésus.

Verticalement

1 Epoque secondaire.2 Baguettes de chimiste.3 Jeune volonté.- Provient.4 Titre d'anoblissement.- Prière.5 Certains docteurs.- Agent secret.6 Personnel.- Préposition.- Différent de l'un au vu le nombre de ses doigts.7 Cachera.- Ile ou fleuve.8 Coule en Suède.- Poète français.9 Braverait.10 Séparasses le sucre des mélasses.

Grille 2

Horizontalement

1 Soldat ottoman.2 Eperdues par un sentiment puissant.3 Revenant.4 Existant.- Parfois bécot.5 Trop tendre.- Houspilles.6 Compagnes du temps jadis.- Ancienne monnaie.7 Carte.- Cher!8 Flanquerait.9 Protection.- Possède.- Soleil.10 Fautes contre la syntaxe.

Verticalement

1 Plaintes.2 Néthou.- Explora le Mississipi.3 De quoi faire la bombe.- Zéro!4 Souverain musulman.- Samos ou Ephèse...5 Pré&nom masculin.6 Palindrome.- Fatiguerai.7 Langue sémitique.- Rayons.8 Se jette dans l'Océan Arctique.9 Filets.- Choqué.10 Préposition.- Beaucoup de qualificatifs, suivant leur état.- Champion.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1										
2										
3									■	
4						■				
5				■				■		
6	■						■			
7			■							
8										■
9					■			■		
10										

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

Grille Muette

Horizontalement

1 Souterrains.2 Décision.3 Convendra.- Traverse Pise.4 Musique moderne.5 Relatif.- Coutumes.6 Vraiment charmées.7 Religieux.- Ville des Hautes-Alpes.8 Posséda.- Etude sur plusieurs heures.9 Monuments funéraires.10 Capitale asiatique.- Note.

Verticalement

1 Expression de pneu.2 Souvent qualifié de pauvre.- Liée.3 Héritier présomptif.4 Interjection.- Indéfini.- Ile.5 Qualifie le Peuple du caoutchouc.- Conjonction.6 Grecque.- Parcourut des yeux.- En Belgique.7 Botte célèbre.- On aime qu'il soit bon.8 Irlande.- Ni plus ni moins.9 Négation.- Utilisateur.10 Suivent une certaine mode.- Evalue.

SKODA KODIAQ ET SUPERB

L'épreuve du froid polaire

Les nouvelles générations des Škoda Superb et Kodiaq ont été soumises à des tests intensifs de résistance au froid dans le cercle polaire arctique.

**SKODA KODIAQ****SKODA SUPERB**

Les essais intensifs dans des conditions de froid extrême font partie du programme standard de développement des nouveaux véhicules. Škoda Auto effectue régulièrement de tels tests dans le cercle polaire arctique, où la Škoda Superb de quatrième génération et la deuxième génération du Kodiaq ont maintenu fait leurs preuves face à n'importe quel défi hivernal. Chaque partie des véhicules testés a été passée au crible : le châssis, la carrosserie, le moteur, le chauffage et l'ensemble du système électrique.

Pour évaluer les performances générales des véhicules en hiver, Škoda Auto examine l'impact de la neige sur la carrosserie ainsi que les effets de la neige pénétrant dans le compartiment moteur et les prises d'air. Toutes les fonctions mécaniques de la carrosserie ainsi que les systèmes électriques doivent fonctionner parfaitement, même à des températures de moins 25 degrés Celsius, et le moteur doit démarrer sans problème à des

températures avoisinant les moins 30 degrés. Toutes les portes, le capot et le hayon, ainsi que le bouchon du réservoir de carburant et le couvercle de la prise de charge sur les véhicules PHEV doivent pouvoir s'ouvrir même dans ces conditions défavorables. Les conducteurs d'essai vérifient le comportement des véhicules sur les routes verglacées et enneigées, ainsi que le fonctionnement des systèmes d'assistance. Les testeurs évaluent la dynamique de conduite des voitures, les performances de la transmission intégrale, le cas échéant, ainsi que les caractéristiques fonctionnelles et le confort de la suspension. Ils vérifient si la boîte de vitesses passe sans problème et si les essuie-glaces et les lave-glaces fonctionnent. L'éclairage du véhicule la nuit et le comportement acoustique des parties gelées du véhicule sont également testés. Les batteries haute tension des véhicules PHEV sont chargées à l'état congelé, puis l'autonomie maximale est déterminée. Pour évaluer

précisément la durabilité des véhicules dans des conditions hivernales, les conducteurs d'essai parcourent des dizaines de milliers de kilomètres.

Le programme d'essai porte également sur de nombreuses fonctions intérieures, par exemple les performances du système de chauffage en cas de températures extérieures extrêmement froides et le niveau de confort thermique dans l'habitacle. Les testeurs vérifient également si les vitres s'embuent et s'il est possible de les dégivrer rapidement. Ils évaluent également si les systèmes de chauffage des sièges, du volant, des rétroviseurs extérieurs, du pare-brise et de la lunette arrière fonctionnent comme prévu. Le cas échéant, ils testent également le chauffage auxiliaire. En plus de cela, les conducteurs vérifient si l'écran tactile central réagit bien lorsque la température intérieure du véhicule est descendue en dessous de zéro.

A LA FOIS ÉLÉGANTE, SPORTIVE ET DYNAMIQUE**Le ZR-V complète la gamme SUV de Honda**

Honda a dévoilé le nouveau ZR-V à l'occasion d'un événement de presse européen à Offenbach, en Allemagne. Disponible à partir de l'automne 2023, ce nouveau SUV du segment C offre l'alliance parfaite entre style sophistiqué, fonctionnalité et expérience de conduite affirmée.

Prenant place entre le HR-V et le CR-V, le ZR-V cible des acheteurs jeunes et soucieux de leur image, qui recherchent un véhicule élégant, puissant et agréable à conduire, susceptible de s'intégrer harmonieusement à leur quotidien. Sous sa carrosserie élégante et épurée, le modèle embarque la technologie hybride intégrale de Honda qui partage son ADN avec la nouvelle Civic e:HEV. Plébiscitée par la critique pour ses caractéristiques dynamiques, la Civic a démontré que les véhicules hybrides intégraux pouvaient être stimulants et agréables à conduire, et le ZR-V marque le prolongement cette logique pour les SUV du segment C.

Optimisé pour le ZR-V, le moteur à injection directe et cycle Atkinson de 2.0 litres, à la fois puissant et économique, fonctionne de concert avec deux moteurs électriques pour fournir une accélération vive et instantanée.

Le châssis rigide et léger spécifique à ce modèle exploite les concepts déjà mis en œuvre sur les plateformes Civic et CR-V et a été conçu pour offrir les caractéristiques de conduite et les hauts niveaux d'agilité que l'on retrouve habituellement sur les berlines sportives. La direction est à la fois souple et gratifiante grâce à une logique de contrôle raffinée et des composants basse friction, tandis que la suspension arrière multibras et les bras optimisés contribuent à une conduite confortable et stimulante qui renforce la confiance et le confort au volant.

BMW SERIE 2 U06 ACTIVE TOURER E (2023)**Que vaut la version hybride rechargeable la plus accessible ?**

Pour la première fois de son histoire, le BMW Série 2 Active Tourer est disponible dans toutes les motorisations présentes sur le marché puisqu'il existe désormais dans une inédite version 100% électrique.

Elle côtoie les plus classiques essence, diesel et hybride rechargeable commercialisées en deux niveaux de puissance.

Mercedes et BMW ont toujours été les seuls constructeurs premium à investir le segment des monospaces et ce depuis des années. Aujourd'hui, même si les ventes de cette catégorie se sont effondrées en raison de la concurrence des SUV, les deux marques allemandes persistent. Ainsi, BMW a renouvelé l'an passé son Série 2 Active Tourer et Mercedes vient de restyler son Classe B. Au-delà de cette politique, ces deux monospaces partagent aussi de nom-

breux points communs au niveau des motorisations puisque les deux sont vendus avec un large panel d'énergie que ce soit en essence, diesel ou hybride rechargeable. Pour ce nouveau Active Tourer, BMW est allé encore plus loin que son éternel rival en proposant une version 100% électrique, seule offre existante sur le marché. Pour ceux qui ne sont pas encore prêts à sauter le pas du tout électrique, il y a l'hybride rechargeable, disponible en 245 ch et 326 ch. Les prix débutent respectivement à partir de 48 600 € et 51 600 €, soit un surcoût d'un peu moins de 10 000 € par rapport à la version 218 i (170 ch) et 9 000 € face à 220d (150 ch) pour notre modèle d'essai. Une différence conséquente.

Dans cette configuration, le Série 2 Active Tourer développe 245 ch. Sous le capot de notre Série 2 Active

Tourer 225e, on trouve le trois cylindres essence du 218i de 136 ch couplé à un moteur électrique de 109 ch. Les performances sont intéressantes avec seulement 6,7 s pour le 0 à 100 km/h. Et pour les perpétuels insatisfaits, il existe aussi le 230e annoncé avec 326 ch, ce qui fait de lui le monospace de la marque le plus puissant jamais produit. Son moteur essence 3 cylindres développe 150 ch et surtout le bloc électrique est nettement plus puissant que sur le 225e, avec pas moins de 177 ch (130 kW). Cette version peut ainsi passer de 0 à 100 km/h en tout juste 5,5 s, un chrono digne d'une vraie sportive.

Dans les deux cas, le moteur essence envoie le couple au train avant alors que le moteur électrique est placé sur l'essieu arrière dont il entraîne les roues. Ce qui explique que ces deux modèles soient de fait badgés xDrive,

RENAULT 4EVER TROPHY**Aux couleurs de la 4L de 1962**

Si sa production s'est arrêtée il y a plus de 30 ans, la 4L reste sur le devant de la scène ! La preuve avec le show-car Renault 4EVER Trophy, révélé l'année dernière au Mondial de l'Automobile de Paris. Inspiré de la Renault 4 originelle, il préfigure un futur SUV compact 100 % électrique du segment B et va refaire parler de lui à l'occasion de l'édition 2023 du tournoi de tennis de Roland-Garros à Paris, en changeant de look ! Pour accentuer son charme délicieusement rétro, 4EVER Trophy se pare d'une nouvelle teinte inspirée de la couleur de lancement de 4L en 1962, le Bleu Ile-de-France. Et pour rehausser son design sophistiqué et technologique, des touches jaune fluorescent apparaissent sur les sangles de galerie, le bouclier, les ressorts d'amortisseur et les emblèmes de roues. Ce clin d'œil étincelant aux balles de tennis des internationaux de France de Roland-Garros souligne l'esprit baroudeur du show-car et les principaux traits de caractère de la voiture originale. 4EVER Trophy dévoilera sa nouvelle teinte au yeux du public dès le 22 mai 2023, lors de l'ouverture des qualifications du tournoi de Roland-Garros.

Nadir Kouadria nouveau directeur général de la CNAS

M. Nadir Kouadria a été installé, mercredi, au siège du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, dans son nouveau poste de directeur général de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS), indique un communiqué de cet organisme.

La cérémonie d'installation a été présidée par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, M. Fayçal Bentaleb. Auparavant, M. Kouadria a occupé le poste de directeur général adjoint de la CNAS, précise la même source.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Jeudi 13 Juillet 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



MDN

Mise en échec de tentatives d'introduction de plus de 8 qx de kif traité

Des tentatives d'introduction de plus de 8 quintaux de kif traité via les frontières avec le Maroc ont été mises en échec, alors que 56 narcotrafiquants ont été arrêtés dans des opérations menées par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP), en coordination avec les différents services de sécurité, entre le 5 et le 11 juillet en cours, indique mercredi un bilan opérationnel du ministère de la Défense nationale (MDN).

"Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'ANP ont exécuté, durant la période allant du 5 au 11 juillet 2023, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national", précise la même source. Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et "en continuité des efforts soutenus visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité lors d'opérations exécutées à travers les Régions militaires, 56 narcotrafiquants et mis en échec des tentatives d'introduction de 8 quintaux et 49 kilogrammes de kif traité provenant des frontières avec le Maroc, et saisi 159935 comprimés psychotropes", précise la même source.

PÉTROLE

Le Brent s'approche de 80 dollars

Les prix du pétrole se stabilisaient sans passer le seuil symbolique de 80 dollars le baril pour le Brent, le marché se focalisant sur l'offre réduite avant un indicateur macroéconomique : l'inflation aux Etats-Unis. Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre cédait 0,06% à 79,37 dollars après être monté à 79,75 dollars, un plus haut depuis plus de deux mois. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI) pour livraison en août, reculait de quelque 0,03% à 74,81 dollars après avoir touché 75,14 dollars, également son plus prix le plus élevé



depuis début mai. « Le marché semble enfin intégrer les fondamentaux qui se profilent pour la deuxième moitié de 2023 », remarque un analyste. L'inflation a de nouveau fortement ralenti en juin

aux Etats-Unis, à 3,0% sur un an contre 4% le mois précédent, atteignant ainsi un plus bas depuis mars 2021, selon l'indice CPI publié mercredi par le département du Travail. Le dollar a immédiatement

flanché après la publication des données, le marché considérant de plus en plus probable que la fin du cycle de hausse des taux de la Banque centrale américaine (Fed) s'approche.

Chronique Eco

d'Anouar El Andaloussi

De la Guerre Comme un Business

La guerre Russo-ukrainienne occupe la scène médiatique avec tous ses supports et ses formats comme aucun autre événement ne l'a fait durant ces dernières années. Le nombre d'articles de presse, de revues scientifiques, et de plateaux de télévisions ou des plateformes internet est phénoménal. Bien entendu, la géopolitique a eu la part de lion, suivie par les questions économiques, soit en termes d'impacts sur les deux pays en conflits ou en termes de conséquences sur l'économie et les échanges mondiaux.

Derrière la guerre proprement dite s'est greffée une guerre économique et s'est superposée une guerre de l'information, qui est l'instrument principal de manipulation de l'opinion publique. De nouvelles disciplines qui étaient en déficit de reconnaissance académique ont émergé de manière spectaculaire et affiche de grandes ambitions face aux disciplines traditionnelles. Ainsi, l'intelligence économique, la veille stratégique, la géopolitique. Les « spécialistes » de ces nouvelles disciplines sont très écoutés et même très respectés. Les publications aussi renouvellent leur démarche et leurs approches de problèmes.

Après la culture et les arts (théâtre, Musées, cinéma, musique, ...) et les sports, c'est maintenant la guerre qui devient un objet économique et un business.

La publication « Cahiers de la Guerre Economique » éditée par l'Ecole de Guerre économique de Paris a consacré un dossier spécial en Août 2022 sur le sujet « comprendre la Guerre de l'information », avec une référence explicite au conflit Russo-ukrainien. Selon cette publication, « La guerre de l'information occupe désormais un espace croissant dans les champs immatériels pour reprendre la terminologie militaire ». Le dossier central de ce numéro 7 des cahiers de la guerre économique traite plus particulièrement de la guerre de l'information par le contenu.

Paradoxalement, les approches appliquées par les entreprises dans le domaine de la concurrence et la compétitivité sur les marchés sont devenues d'un grand secours pour l'analyse des conflits régionaux ou mondiaux. Nous sommes passés des approches purement de type sciences politiques à des approches plutôt de type management stratégique. La guerre est ainsi pensée, conduite et financée comme un business, avec une forte dimension de calcul « Coût-avantage ». La guerre devient une activité comme une autre, l'essentiel est qu'elle soit rentable (économiquement, politiquement, socialement...) à court, moyen ou long terme. Jusqu'à une période relativement récente, la vulnérabilité informationnelle des entreprises était un thème peu pris en considération par les directions générales des grands groupes. Le monde patronal a fait une exception en accordant une attention particulière au risque de management de l'information en situation conflictuelle. Les menaces informationnelles liées à la compétition proprement dite ont progressivement été prises en compte lorsque les attaques ont porté atteinte à l'image de l'entreprise et celle de ses dirigeants. Aujourd'hui nous sommes dans cette situation, où l'information est l'enjeu principal dans les conflits. On peut même utiliser des approches comme le SWOT pour expliquer, analyser, ou projeter une guerre.

La publication citée plus haut annonce que « La guerre en Ukraine a au moins un mérite, celui de nous rappeler le lien tenu entre le conflit militaire proprement dit et la guerre économique qui en découle ». Autrement dit, que rapporte la guerre à celui qui la déclare ou la souhaite, la conduit et la finance ? L'OTAN est un instrument entre les mains des pays occidentaux pour détruire des installations économiques, dominer des territoires, accaparer des ressources naturelles. L'embargo est l'autre instrument pour affaiblir l'adversaire dans l'absolu, mais si ce dernier représente un intérêt économique pour l'adversaire, il ne sera jamais sanctionné. L'embargo imposé à la Russie procède de ce calcul économique. L'embargo imposé à l'Iran et à la Russie n'aurait jamais eu lieu si ces pays avaient un intérêt économique stratégique pour les pays occidentaux, excepté l'Allemagne. Les IDE occidentaux dans ces pays sont relativement faibles, contrairement à la Chine, le Brésil, l'Indonésie, ou l'Arabie saoudite, ou l'EAU, ... où les intérêts occidentaux sont plus importants et par conséquent on ne leur impose, en aucun cas, une guerre ou même un embargo. Pour éviter la guerre, il faut encourager la présence économique des puissances sur le territoire. Le capital est la seule valeur sûre du monde occidental. Il ne s'agit de l'accumulation du capital, comme c'était le cas dans la période de colonisation des pays du Sud, mais de sa valorisation par le marché. La violence n'a pas changé, seuls les moyens ont évolué. A terme, chaque pays, pour se défendre, doit avoir sur son territoire des capitaux des pays puissants, pour d'abord se protéger de ces pays mêmes et ensuite avoir la protection des autres pays. La course à l'accueil des IDE procède aussi de ces objectifs. Observer l'attitude de l'Allemagne, relativement en retrait, dans l'application des sanctions économiques à la Russie, parce que ce dernier est le pays qui le plus d'intérêts économiques avec la Russie (échanges commerciaux et Investissements). Les américains sont les moins présents dans les relations économiques avec la Russie ; mais les plus radicaux dans l'application des sanctions et le financement de la guerre.

Le premier objectif de tout agent économique est donc d'expliquer que les sanctions sont plus efficaces si elles n'affectent pas leurs intérêts. Via des experts « indépendants », des universitaires, des think tanks, il sera démontré que les sanctions efficaces sont celles qui portent sur les intérêts d'une autre filière ou d'un concurrent. L'Allemagne l'a parfaitement intégré en annonçant une suspension des agréments de Nord Stream 2. Une telle attitude permet de garder un leadership dans la logique déployée. A l'appui de ce « vrai - faux » sacrifice inévitable, l'Allemagne peut pousser l'avantage afin de protéger d'autres intérêts. L'Allemagne évite alors un emballement des sanctions européennes qui sont d'abord préjudiciables à son économie. Le cas du refus, puis de l'aménagement, des « sanctions swift » est révélateur d'une unanimité politique outre-Rhin pour faire bloc autour des intérêts du pays. La part des investissements directs européens en Russie et les échanges commerciaux hors énergie est faible en volume en comparaison avec d'autres États comme en témoignent les exportations, importations et balances commerciales respectives des pays membres de l'Union Européenne avec la Russie. L'économie russe est peu en compétition avec des intérêts européens en dehors des frontières de la Russie. Les dirigeants russes ont donc tenté de diviser les Européens entre eux. La meilleure façon d'atteindre les Européens est de porter préjudice à certains pans de l'économie européenne en Russie, idem pour les États-Unis, de placer la Chine en situation de partenaire privilégié. J. Sapir, économiste français et membre étranger de l'Académie des sciences russes, déclare « que les sanctions économiques contre la Russie sont utiles (c'est la seule réponse à la disposition des Occidentaux) mais il considère qu'elles vont trop loin et qu'elles agissent « en roue libre », notamment celles qui frappent la banque centrale russe. Ce qui permet à Moscou de les interpréter comme un cas de guerre économique. » Où tous les coups sont permis, matières premières, énergies, technologies, monnaies. Certes, il ne faut jamais rien négliger mais ces enjeux russes pèsent moins que la bataille que se livrent les Européens entre eux ainsi qu'avec les États-Unis sur les conséquences de cette guerre. Moscou a probablement négligé la réaction européenne, laquelle est restée soudée dans ses valeurs face à l'intensité de l'attaque. Mais qui décide des restrictions d'échanges économiques avec la Russie ? Des arbitrages qui font l'objet de discussions et de décisions aux États-Unis, dans l'Union européenne et entre Américains et Européens. Aux États-Unis comme dans l'UE, des lobbyistes travaillent ces sujets pour convaincre des décideurs. Si la guerre, avec toutes ses conséquences, devient un business, alors l'humanité a perdu son sens et la « civilisation » n'a plus sa raison d'être, elle rejoint le monde animal.